L'Egypte de Sadate p. 10 - 11
après la paix avec Israël

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 630 - 28 juin 1980 - prix : 5 F

l'Apartheid : une politique de classe contre les travailleurs noirs.

p. 12

Hier tension, aujourd'hui détente ?

Le droit des grands à disposer des peuples

M 6189 - 630 - 5 F

sommaire

Dans le monde

Page 6 :
— **Cambodge : l'armée vietnamienne continue la guerre.**
— **L'Ouganda malade de l'impérialisme.**
— **Salvador : grève générale contre la répression.**

Page 7 :
— **Iran : le régime ne veut pas briser l'armée.**
— **Italie : la logique du terrorisme.**

Page 8 :
— **Afghanistan : un geste diplomatique.**
— **Venise : économie en baisse, pétrole en hausse ?**
— **Nouvelles-Hébrides : indépendance surveillée.**

Page 9 :
— **Victoire pour les occupants de terres en Guadeloupe.**

Pages 10 et 11 :
— **L'Egypte après la paix avec Israël :**
• Aggravation des contradictions sociales.
• Un régime policier.
Des traditions de luttes ouvrières.

Page 12 :
— **Afrique du Sud : l'Apartheid, une politique de classe contre les travailleurs noirs.**
— **L'impérialisme derrière le pouvoir blanc.**

En France

Page 4 :
— **L'arnaque : Sécurité sociale, loyers, transports parisiens.**

Page 5 :
— **Fruits et légumes : un gâchis scandaleux.**
— **Radios libres : elles ne se tairont pas.**

Page 13 :
— **Bas salaires.**
— **Le nouveau pacte pour l'emploi.**
— **Gare SNCF : danger !**

Page 14 :
— **Pour quelques dollars, marks ou livres de plus !**

Page 15 :
— **Dans les entreprises : Roussel-Uclaf Romainville ; LMT-Thomson-CSF ; Norton La Courneuve ; Citroën Epinettes ; Allocations familiales.**

Culture

Pages 16 à 18 :
— **Livres : *Muchachos* de F. Pisani ; réédition de *La conception matérialiste de la question juive* d'A. Léon ; *Le feu sacré* d'Henry Poulaille ; *Fort Saganne* de L. Gardel ; *Le Seider de Varsovie* de Konstantinovski ; *Bird* de R. Russel ; *Le reflet du brasier* de Trifonov ; réédition des *Guichets du Louvre* de R. Boussinot et de *Voltaire* de J. Orieux.**

Page 19 :
— **Films : *The long riders ; Les monstresses ; L'arme au poing ; Enquête sur une passion.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON.
Composition : PPC, 25-27 rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris.

Impression : Voltaire Roto - 93100 Montreuil

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

DÉMOGRAPHIE :

La patrie en danger !

Il paraît que les citoyens de ce pays se dérobent au plus élémentaire des devoirs patriotiques : ils ne font plus assez d'enfants. C'est du moins ce qui ressort du récent colloque national sur la démographie. Alors que la population mondiale augmente, celle de la France a toutes les chances de diminuer dans les années qui viennent.

Jean Mattéoli, ministre du Travail, dans **Le Monde** du 25 juin évoque le spectre d'une planète où **« un homme sur deux sera asiatique, un sur cinq africain, un sur deux cents français ».** Et le même de s'écrier, lors du colloque en question : **« Que pourrait être, dans le concert des nations, l'audience d'une France réduite à 35 ou 40 millions d'habitants ? Que seront ses capacités de défense ? »**

Pour résumer ce qu'il a dit, la nature, dans sa grande sagesse, nous permet de faire des enfants pour :

1) payer nos retraites ;

2) alimenter l'Agence Nationale pour l'Emploi ;

3) assurer la grandeur de la France ;

le dernier point étant bien entendu le plus important.

Pour assurer le simple renouvellement des générations, il faut paraît-il 2,1 enfants par couple, en moyenne. Or la moyenne actuelle est de 1,85. Il faudrait donc que chaque couple fasse au moins 0,25 enfant supplémentaire. Mais il paraît que ce n'est pas aussi simple que cela. De plus en plus de ménages hésitent à faire cet investissement, en quelque sorte

Chirac vient de proposer sa solution : il vient de faire voter par le Conseil de Paris une allocation de 1.200 F par mois pendant un an, à la naissance du troisième enfant (à condition, il est vrai, que les parents aient habité Paris depuis au moins trois ans). Giscard, lui, pour ne pas être en reste, lors du même colloque national, a fait remarquer qu'il n'était point délicat de mêler des questions d'argent à ce qui ne doit relever, en fait, que de l'amour et du sens des responsabilités. Mais dans le même temps, il a fait approuver par le Conseil des ministres un relèvement de 17 % des prestations familiales à partir du troisième enfant.

Cette incitation à la procréation sera-t-elle suivie d'effet ? L'avenir le dira. Mais si la natalité persistait à baisser quand même, peut-être ces gens-là finiraient-ils par avoir l'idée, simple et peu coûteuse, pour augmenter le nombre des Français, de décréter la naturalisation de tous les immigrés qui le souhaitent et qui travaillent et vivent en France.

Après tout, c'est dans la plus pure tradition française. Dans les siècles passés, n'avons-nous pas accueilli les Francs venus d'Allemagne, les Normands, envahisseurs nordiques, les Sarrazins montés d'Afrique du Nord jusqu'aux portes de Poitiers, pour ne citer que quelques-uns de nos lointains ancêtres, avant que la France ne fasse, en tant que France, ses débuts dans le monde...

S'il n'avait fallu s'en tenir qu'à la descendance des Gaulois authentiques, on serait loin d'un Français sur 200 habitants à l'échelle du monde !

Jean-Louis CHAMPENOIS

AVORTEMENT :

Le gouvernement part en guerre contre sa propre loi

Un médecin parisien, chef du service de gynécologie de l'hôpital de Passy — le docteur Jacques Varnier — a été inculpé vendredi 20 juin pour avoir pratiqué des avortements tardifs, c'est-à-dire après le délai légal de dix semaines, en les ayant **« camouflés en avortements thérapeutiques ».**

Pour le Dr Varnier, qui n'a fait que s'en tenir aux termes de la loi sur les interruptions de grossesse, il s'agit là d'un **« procès d'intention fabriqué dans le but de ne pas appliquer la loi sur les avortements thérapeutiques, justifiés par des troubles psychiques ».** Le Planning Familial voit lui aussi dans cette inculpation **« une politique d'intimidation »** de la part du gouvernement qui **« tente, par des actions en justice, (...) de limiter l'application de la loi »,** loi déjà restrictive puisqu'en sont exclues les mineures, les étrangères et les femmes ayant légèrement dépassé les délais (elles ne seraient qu'une toute petite minorité, à peine 2 %), la plupart du temps faute de moyens d'information et de place dans les hôpitaux pour les accueillir à temps. C'est d'ailleurs pour **« dénoncer publiquement cette loi »** que le Planning a de nouveau organisé des départs collectifs en Angleterre pour les **« exclues de la loi ».**

Mais, alors que la loi votée en décembre dernier demeure restrictive, alors que rien n'est mis en œuvre pour permettre à toutes les femmes qui le désirent d'interrompre leur grossesse dans des conditions correctes, le gouvernement tente de freiner son application. Et le Planning Familial constate, dans un communiqué, que le gouvernement, en inculpant des médecins au-dessus de tout soupçon, **« refuse d'appliquer les termes mêmes de sa propre loi, en particulier de reconnaître les possibilités d'avortement thérapeutique pour raison psychiatrique (article 12), alors que cette possibilité existait avant même la législation sur l'avortement ».**

Dans la France « libérale » de Giscard, le droit des femmes à choisir si elles veulent des enfants ou non reste encore à conquérir. **Marianne LAMIRAL**

LES MILITAIRES S'AMUSENT, LES CONTRIBUABLES PAIENT

Vendredi dernier, on a pu voir à la télévision « l'opération alerte » : avions, parachutistes, chars, etc., tout le grand cirque militaire a défilé sous nos yeux. Bref, il ne s'agissait pas tant d'une « opération alerte » que d'une « opération publicitaire », vantant les mérites de l'armée.

Et comme pour n'importe quel produit vanté par la publicité, c'est quand même nous qui payons la note, même si, dans le cas présent, nous n'effectuons pas les achats.

Marianne LAMIRAL

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 150 F
pour une période de six mois : 85 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 50 F
CEUX DU TECHNIQUE
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 10 F
ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Hier tension aujourd'hui détente

LE DROIT DES GRANDS A DISPOSER DES PEUPLES

Il n'en faut décidément pas beaucoup à Giscard et Carter pour qu'ils trouvent positif et le résultat de leurs interventions en faveur des droits des peuples.

Il aura en effet suffi d'un geste de Brejnev vis-à-vis des puissances occidentales, l'annonce du retrait d'une division d'Afghanistan, pour que ces deux champions de la liberté, comme ils aiment à se présenter, saisissent la perche tendue.

Carter a aussitôt proposé à Brejnev d'envisager un arrangement provisoire pour rétablir la paix en Afghanistan. Quant à Giscard, il s'est félicité lors de sa conférence de presse, que le geste de Brejnev aille dans la bonne direction, celle justement — quelle gloire — que Giscard lui avait indiquée lors de l'entrevue de Varsovie.

Or si Giscard et Carter disent aujourd'hui que l'URSS est sur le bon chemin et s'ils se déclarent prêts à discuter sereinement avec celle-ci de sa politique en Afghanistan, ce n'est pas parce qu'ils croient sérieusement que les dirigeants russes vont cesser leurs massacres contre le peuple afghan.

Ils font mine d'y croire parce que cela les arrange. Cela arrange Carter, à quelques mois des élections présidentielles américaines, de revenir d'Europe avec, dans sa besace, l'annonce d'un geste de Moscou. Cela lui permet de prétendre vis-à-vis de l'opinion de son pays que ses menaces verbales ont eu de l'effet. Comme cela arrange Giscard de montrer aujourd'hui que sa rencontre avec Brejnev allait dans le sens de l'avenir ! Après avoir fait beaucoup de bruits et de vent autour de leur fermeté par rapport à l'URSS, ils continuent à en faire avec l'annonce de la reprise des relations plus normales entre l'Est et l'Ouest. Ils discutent gravement entre eux, ou plutôt ils font semblant de s'interroger pour savoir s'il faudrait que les troupes russes évacuent l'Afghanistan préalablement à tout accord ou si les forces occidentales pourraient coexister avec les soldats soviétiques.

Où est la défense des droits du peuple afghan dans tout cela ? Où sont les droits des peuples qu'ils citent dans tous leurs discours ? Nulle part. Car ces chefs d'Etat s'en moquent. Carter s'en moque aujourd'hui qu'il parle de discuter avec Brejnev, comme il s'en moquait il y a quelques mois ou quelques semaines quand il menaçait l'URSS, comme il s'en moquera demain si les relations avec Moscou se dégradent à nouveau. Et Giscard s'en moque tout autant, lui qui, au cours de sa conférence de presse, a entonné, après le couplet sur les droits du peuple afghan, le refrain sur ceux des peuples du Moyen-Orient.

Aujourd'hui les dirigeants des puissances impérialistes parlent de détente. Demain, toujours au nom du droit des peuples, ils peuvent tout aussi bien décider d'intervenir militairement. Les mêmes motifs, les mêmes faits, peuvent leur permettre de justifier des choix différents voire opposés. C'est bien la preuve que du droit des peuples, les Grands de ce monde, qu'ils s'appellent Carter, Giscard, Schmidt ou Brejnev, s'en moquent. D'ailleurs ce que Brejnev et les dirigeants soviétiques font aujourd'hui en Afghanistan, les dirigeants américains l'ont fait au Vietnam, Giscard l'a fait récemment en Afrique. Et quand l'un d'eux intervient contre les massacres perpétrés par les autres ce n'est pas pour défendre les peuples. C'est pour défendre les intérêts des possédants et des privilégiés qu'il représente, et même, plus banalement, pour les besoins de sa carrière personnelle.

Arlette LAGUILLER

Mitterrand fait sa coquette

Mitterrand a-t-il commencé sa campagne électorale pour les prochaines présidentielles ? C'est à première vue ce qui semble ressortir de sa récente conférence de presse, tenue comme fait exprès 48 heures avant celle de Giscard, comme pour mieux coiffer au poteau le concurrent en place.

Cependant à toutes les questions des journalistes concernant sa candidature, Mitterrand n'a rien voulu avouer : « *Quand je dis que je ne suis pas candidat, c'est parce que je n'en ai pas besoin pour parler...* ». Mitterrand qui pose à l'arbitre, à l'homme qui « *incarne la démarche socialiste de la France* », occupe le terrain. On ne sait jamais, au cas où un petit malin à la Rocard chercherait à le coincer. Et il a tenu à ajouter : « *Je reste à la disposition du choix que fera le PS* ».

Autrement dit, Mitterrand tient à se garder encore toutes les possibilités ouvertes. Celle de se présenter, comme celle de ne pas se présenter. Est-ce pure coquetterie, est-ce simplement parce qu'il n'aimerait pas « *être revêtu de l'uniforme de celui qui se présente toujours* »... et qui perd toujours, on pourrait être tenté de le croire.

En fait ce sont bien les prochaines échéances électorales qui nous valent toutes ces coquetteries de la part du leader du Parti Socialiste. Son problème est que dans la mesure où l'union électorale avec le PCF est rompue, ses chances d'être élu sont bien minces. Alors, en attendant une conjoncture plus favorable pour lui, Mitterrand pose toujours au rassembleur, à l'homme d'Etat, à la façon de Giscard, il « *en appelle à tous les Français* ». Une telle attitude peut lui permettre, si ça marche, de rester en position d'arbitre, et de prétendre récupérer éventuellement les voix des électeurs communistes.

Tout en se montrant en candidat, son attitude de réserve lui permet, s'il estime que le jeu alors n'en vaut pas la chandelle, de rester sur la touche et de laisser Rocard perdre les élections à sa place. Ce qui lui permettrait au moins de ne pas faire figure d'éternel candidat battu. Autant de mines et de poses bien dignes du politicien bourgeois qu'est Mitterrand, mais est-il besoin de le préciser, autant de petits calculs qui n'ont pas grand-chose à voir avec les intérêts des travailleurs.

Cécile BERNIER

Carriéristes à vos marques

Si les travailleurs ne se rendent pas compte qu'il va se dérouler une véritable révolution dans les entreprises après la conférence de presse de Giscard, c'est qu'ils n'auront vraiment rien compris.

Giscard ne va-t-il pas proposer d'ouvrir des négociations pour que les ouvriers aient désormais une « carrière » comme tout un chacun « comme vous et comme moi » a-t-il dit au cours de sa conférence de presse. Il proposerait que les ouvriers puissent grimper d'échelon en échelon jusqu'au grade de « maître ouvrier ». « Maître » de qui, on ne nous le dit pas. Peut-être de sa caisse à outils ?

Alors, finie la morosité, fini de faire la gueule pour aller au travail, finie l'attente unique de la retraite.

Vraiment ce Giscard, il en a de bonnes idées ! Fournira-t-on la cravate et le costume à la place du bleu et des chaussures de sécurité à ceux qui auront le bonheur d'accéder à ce poste suprême ? Ça vaudrait en tout cas le coup de les revendiquer.

P.V.

FETE de lutte ouvrière

• SAINT-ETIENNE

DIMANCHE 29 JUIN
A PARTIR DE 10 H
TERRAIN DU PARC DE MONTAUD, PRÈS DE LA PLACE JACQUARD

L'ARNAQUE

SÉCURITÉ SOCIALE

L'art de boucher les trous

● Pour l'année 1980, la Sécurité sociale présenterait un excédent de 8,5 milliards de francs. C'est ce qu'a annoncé triomphalement un membre du gouvernement, en se basant sur les chiffres publiés par la Commission des comptes de la Sécurité sociale. Il ne s'agit que de prévisions, évidemment, mais cela ne semble pas altérer l'optimisme gouvernemental.

Car le gouvernement est content et fier de pouvoir nous annoncer qu'il a réalisé des économies sur le dos des assurés et des malades. Après nous avoir rebattu les oreilles pendant des années sur le prétendu déficit chronique de la Sécurité sociale, après avoir cherché à culpabiliser les gens qui consommeraient trop de médicaments, il a imposé tout à la fois une augmentation de 1 % des cotisations et une diminution des remboursements des frais médicaux. Autrement dit, il a imposé à toute une partie de la population de moins se soigner tout en cotisant davantage.

Il faut toute la tranquille arrogance des gens qui nous gouvernent actuellement pour venir aujourd'hui se vanter des « fruits » de cette politique.

D'autant plus qu'en fait, les chiffres qu'on nous jette à la tête ne prouvent absolument rien — et ceux concernant l'excédent de cette année pas davantage que ceux concernant le déficit des années précédentes.

Car de toute façon, le déficit de la Sécurité sociale — si déficit il y a réellement eu — était dû à de tout autres causes qu'à des excès de dépenses médicales : entre autres, aux retards systématiques des cotisations patronales, ou encore aux charges supportées par la Sécurité sociale alors qu'elles incombent à l'Etat, telles que la construction d'hôpitaux, le financement des études et de la recherche médicales, entre autres.

De plus, ce n'est un secret pour personne que la multiplicité des caisses et des régimes sociaux différents, au sein de la Sécurité sociale, permet au gouvernement toutes les manipulations possibles, faisant passer déficits ou excédents de l'un à l'autre, selon ce qui l'arrange le mieux.

Rien ne dit, par conséquent, que la situation financière de la Sécurité sociale ait réellement changé ces derniers mois.

Mais qu'importe, l'essentiel n'est-il pas pour Giscard l'effet psychologique que peut avoir l'annonce d'un excédent à moins d'un an des élections présidentielles ? Comme le proclame un dessin paru dans Le Canard enchaîné : « Le trou de la Sécu est fermé pendant la campagne électorale ».

Et du coup, cela permet à Giscard d'annoncer... ce qui était déjà prévu depuis l'augmentation de 1 % des cotisations, à savoir que cette augmentation sera supprimée en février 1981, à trois mois des élections. Bien sûr, cela fait penser à l'histoire du fou qui se donne des coups de marteau sur la tête pour mieux savourer le plaisir de s'arrêter. Avec cette différence que le fou de l'histoire faisait cette expérience sur sa propre tête... et qu'il ne poussait pas la plaisanterie jusqu'à en faire un argument électoral.

Jesan-Louis CHAMPENOIS

La Sécurité sociale peut être en excédent ou en déficit, nous payons toujours plus cher !

LOYERS

Hausse cours !

● C'est l'époque des hausses de loyers. Chaque année, à l'approche du 1er juillet, tout le monde s'y attend. Pour combien allons-nous en prendre ? Cette année, la libération des loyers des logements de catégorie II B, qui avait pourtant été évoquée, n'a pas eu lieu. Mais pour faire bonne mesure et complaire aux propriétaires qui souhaitaient qu'on s'aligne sur l'inflation, les pouvoirs publics ont consenti dans le secteur des loyers réglementés des hausses qui n'ont jamais été aussi fortes et qui oscillent, selon les catégories, entre 11 % et 13 %.

Par ailleurs, pour les loyers libérés, l'accord de modération passé l'an dernier entre le gouvernement et les professionnels de l'immobilier a été reconduit pour l'année à venir (du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981). Outre le fait que personne ne peut contrôler, parmi les milliers de propriétaires d'appartements, l'application d'un accord qui n'a finalement aucun caractère obligatoire mais a seulement valeur de « conseil », quasiment toutes les modifications qui ont été apportées par rapport à 1979 vont aggraver le sort du locataire.

En effet, la possibilité est donnée aux propriétaires d'opérer dans certains cas des rattrapages de 4 % pour les contrats en cours. Et surtout, à l'expiration des baux et des contrats, l'augmentation est libre et les locataires qui ne peuvent payer les nouveaux tarifs peuvent être congédiés sans autre forme de procès. Et comme il s'agit souvent de contrats renouvelables chaque année (au mieux tous les trois ans), les « ajustements » de loyer de 4 % peuvent revenir fréquemment. Ainsi, au terme de leur bail, des locataires parisiens de la rue de Lourmel dans le 15e arrondissement devront payer, sous peine d'être contraints au départ, des hausses allant de 75 à 175 % !

Après cela, les pouvoirs publics ont le culot d'en référer au **« jeu normal d'une saine concurrence »,** qui permettrait, paraît-il, d'équilibrer sans abus les offres et les demandes. En fait, on assiste à une escalade incessante des loyers libérés ; et les locataires, surtout dans les grandes villes, n'ont guère le choix, les appartements anciens étant rares parce que de plus en plus souvent mis en vente.

Or le logement est un besoin auquel aucune famille ne peut renoncer. Ce n'est pas une denrée comme une autre. On ne change pas d'appartement comme on change de chemise, ou même de voiture.

Alors, oser parler du libre choix des locataires comme le font ces gens-là relève de l'escroquerie.

Anne GARBE

HAUSSE DES TRANSPORTS PARISIENS

Les usagers de plus en plus roulés

● Pour tenter de justifier la nouvelle hausse des transports de 21,4 %, qui fait passer la Carte Orange 2 zones de 70 à 85 F, celle de 3 zones de 105 à 128 F, celle de 4 zones de 140 à 170 F et enfin celle de 5 zones de 175 à 213 F, les pouvoirs publics font reposer l'essentiel de leur argumentation sur le fait suivant : la participation des usagers au prix de revient des transports régionaux dans la région parisienne serait de l'ordre de 40 %, alors qu'en province, comme à Lyon ou Marseille, cette participation ne descend pas en-dessous de 50 % et atteint parfois 60 %.

Ainsi, à écouter les responsables des transports, il faudrait encore les remercier de ne pas nous faire payer plus cher.

Mais d'abord, les transports en commun sont un service public. Cela d'autant plus que les principaux bénéficiaires de l'existence des transports, ce sont les patrons qui peuvent ainsi avoir les travailleurs à pied d'œuvre quotidiennement.

De plus, si des centaines de milliers de travailleurs sont allés vivre en banlieue, c'est parce que la cherté des loyers parisiens, la possibilité de se loger mieux à prix moins élevé hors de Paris, les a poussés à habiter de plus en plus loin en banlieue. D'autant plus que les promoteurs savaient faire miroiter la proximité de moyens de transports en commun rapides et pas chers ! Or maintenant, avec les augmentations des prix, ces travailleurs sont pénalisés et paient en quelque sorte un surloyer !

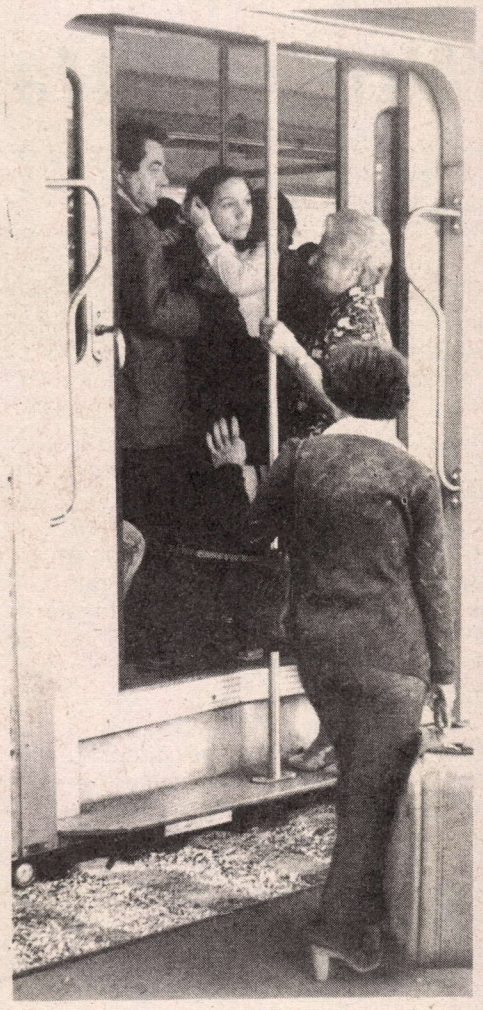
Même si l'on reprend à la lettre les arguments développés par les responsables de la hausse, il y a beaucoup à dire.

Dans les fameux 60 % qui ne sont pas payés par les usagers, près de la moitié sont payés par l'argent des impôts, dont une bonne part est payée par les usagers. Mais surtout, combien la RATP et la SNCF dépensent-elles en millions de francs à faire concevoir par des bureaux de recherche des machines à billets, des appareils à composter, à contrôler ultra-perfectionnés, combien coûte leur entretien, leur mise en place, etc. ? Certainement de coquettes sommes.

En fait, sous prétexte qu'ils ont le monopole des transports, le gouvernement et les responsables RATP, SNCF, imposent leurs tarifs ; et les usagers mécontents n'ont rien à dire. Quant à ceux qui se montrent récalcitrants, il y a une police spécialisée et appointée par les responsables des transports pour s'occuper d'eux.

Alors, leurs chiffres sont tendancieux ; les usagers paient trop cher un service qui globalement se dégrade.

Odette DYLAN



RADIOS LIBRES: Elles ne se tairont pas !

Lundi 23 juin, trois animateurs de Radio-Paris 80, qui avait été investie par la police le 4 juin dernier en même temps que deux radios de la CGT, ont comparu devant la chambre correctionnelle pour infraction à la loi sur le monopole de la radiodiffusion.

Les trois inculpés ont su se faire entendre au tribunal, avec peut-être plus de force encore que sur les ondes. Avec les déclarations de 25 témoins, dont Brice Lalonde, le député socialiste Paul Quillès et Henri Noguères, le président de la Ligue de droits de l'homme, qui tous revendiquaient leur part de responsabilité et leur participation aux émissions pirates, c'était bien le procès du gouvernement, bien en mal de choisir qui condamner et pour quelle raison.

Les trois inculpés ont revendiqué haut et fort leur droit à émettre. L'un d'entre eux a déclaré : **« Le monopole est déjà mort. Cinquante radios libres existent. Nous n'avons qu'une chose à dire : nous continuons ».**

Et de fait, il n'avait fallu que quelques heures après l'intervention de la police pour que Radio-Paris 80 reprenne ses émissions. Elle émettait pendant le procès, et au même moment d'ailleurs la police était envoyée à la chasse d'une nouvelle autre radio.

Décidément le gouvernement, qui n'avait peut-être pas bien mesuré ses forces et celles de l'adversaire, s'est engagé dans une rude partie. Comment arriver à faire taire aujourd'hui toutes ces radios libres qui se multiplient ? La police et la justice suivront-elles le rythme ? Mais de toute façon, elles n'ont jusqu'à présent réussi qu'à faire des récidivistes et à susciter des vocations.

Frédéric FERRIERES

Y'a pas de justice pour les juges non plus !

Le juge Bidalou vient d'être condamné à deux amendes de 1.000 F pour avoir engagé une procédure administrative pour demander l'annulation de sa notation à la sortie de l'Ecole nationale de la magistrature, et pour avoir fait appel en Conseil d'Etat du rejet de sa requête par le tribunal administratif.

Le Conseil d'Etat estime que le juge Bidalou n'a apporté **« aucun commencement de preuve »** du fait que ses notes avaient été **« fixées en tenant compte d'éléments autres que la valeur des travaux effectués ».** Nous nous garderons bien de porter un jugement sur cette histoire de note. Remarquons seulement que, depuis que le juge Bidalou avait ordonné en novembre 1979 la réintégration de travailleurs expulsés d'un foyer SONACOTRA par la direction de ces foyers, les sanctions pleuvent sur lui !

Mais pour le Conseil d'Etat, il n'y a bien sûr aucune relation entre ces deux faits !

J.J.F.

Vote et tais-toi !

L'Assemblée nationale a voté le samedi 21 juin, par 265 voix contre 205, le projet de réforme du Code pénal de Peyrefitte.

Le résultat du vote n'a pas surpris : le gouvernement dispose de la majorité au Parlement et il savait que les députés RPR, après leur petit moment de grogne, allaient voter le budget.

Mais visiblement, il n'y a pas que le résultat qui compte pour le gouvernement ; il y a aussi la manière. Apparemment, le débat qui précédait le vote s'était un peu trop développé à son goût !

Alors, comme cela s'est déjà produit l'an dernier, quand la discussion sur le budget menaçait de s'éterniser et que les députés RPR jouaient, le temps du débat, aux opposants, il a fait jouer le vote bloqué, une procédure qui bloque tous les débats et le vote des amendements. Il ne s'agit plus que d'écouter ce que le gouvernement a à dire, puis de voter !

Cela ne les empêchera pas, quand viendra le temps des élections législatives, de venir nous dire que le Parlement représente le pays et qu'il décide démocratiquement !

Peyrefitte régularise la situation

Voilà paraît-il ce que la police n'avait pas le droit de faire jusqu'alors...

Dorénavant, grâce à Peyrefitte et à son code « Sécurité et liberté », tout citoyen, à n'importe quel coin de rue, sera tenu de présenter ses papiers d'identité à n'importe quel pandore qui l'exigera.

Certes, si vous l'osiez, vous aviez jusque-là le droit de refuser. Il est même arrivé au moins une fois — et cela avait fortement ému la gent policière qui avait aussitôt protesté en faisant une grève du zèle et en refusant de faire les contrôles de routine — qu'une plainte déposée par un monsieur contre un contrôle d'identité qu'il estimait abusif arrive devant un tribunal. Cela s'était achevé par un non-lieu, mais quand même... toute la corporation en avait frémi.

Le plus souvent il est vrai, si vous n'étiez pas d'humeur à justifier de vos nom, prénom, âge, adresse et qualité, un petit séjour au poste le plus proche, assorti d'une inculpation pour « rébellion et violences à agent », vous ramenait à la raison...

Maintenant, on sait au moins à quoi s'en tenir. Le tarif, c'est dix jours à trois mois de prison, plus 1.200 à 2.000 F d'amende. Ce qui n'exclut nullement des suppléments liés aux états d'âme de l'homme en uniforme chargé de vous faite respecter la loi...

De toute façon, ça ne coûtait pas bien cher au gouvernement : il s'est contenté de faire un petit plaisir aux porteurs de képis en entérinant des pratiques qui, somme toute, étaient déjà fort bien implantées dans leurs mœurs...

Anne GARBE

La distribution des fruits et légumes aux mains des capitalistes :

Un gâchis scandaleux

1 100 tonnes de pommes de terre déchargées par les producteurs et arrosées de lisier près de Saint-Malo le 21 juin. 1 100 tonnes de pommes de terre déversées dans une décharge près de Paimpol et dirigées vers une usine de retraitement des ordures ménagères le 23 juin. Vendues au consommateur à Brest à 3 F le kilo, elles étaient achetées au producteur 25 centimes le kilo, soit 12 fois moins : un prix qui ne lui permettait même pas d'amortir ses frais et de rétribuer son travail. Selon le MODEF, la situation des cultivateurs cette année est la suivante : *« Les prix encore plus bas qu'en 1979 ne couvrent déjà plus en ce début de saison les coûts de production ».* Et il ne se passe pas de semaine sans que de tels faits s'accumulent, sans que la télévision nous montre des images de ce gâchis de fruits et légumes.

Le ministre de l'Agriculture, Méhaignerie, a annoncé que la production de pêches risquait de connaître les mêmes problèmes et que des tonnes de fruits seraient retirées du marché.

Quant aux producteurs de tomates, également lésés, ils l'ont fait savoir de manière spectaculaire il y a une quinzaine de jours en détournant des camions espagnols.

La suite, on le sait, ça a été le blocage de la frontière franco-espagnole et du marché international des fruits et légumes de Perpignan par les camionneurs. Du coup, le ministre de l'Agriculture a annoncé que des mesures seraient prises. Ainsi, 4 000 tonnes de tomates devaient être retirées du marché à 1.10 F le kilo, une « cellule de base » devait veiller à éviter l'effondrement du marché, 180 millions de francs seraient débloqués pour payer avant septembre les annuités d'emprunt d'environ 2 500 jeunes agriculteurs. Mais ces mesures, prises en toute hâte par le gouvernement, si elles ont en partie calmé la flambée de colère, compenseront-elles les pertes des producteurs, en particulier des plus petits qui dépendent étroitement de la vente de leur récolte ? Méhaignerie annonçait la couleur en déclarant qu'il était *« nécessaire d'accepter les bonnes comme les mauvaises années ».* En somme : cultivateurs, sacrifiez-vous à la fatalité ! Mais la fatalité que le gouvernement demande aux cultivateurs d'accepter, ce n'est pas celle des lois de la nature, mais celle des bénéfices des capitalistes de l'agriculture et de la distribution des fruits et légumes. Ce sont eux qui décident où ils s'approvisionnent, en quelles quantités et à quel prix. Et ces capitalistes ne se sentent pas plus obligés, dans ce domaine comme dans les autres, de répondre aux besoins de la population. C'est en fonction de leurs profits, de leurs intérêts particuliers, qu'ils organisent ce qui relève pourtant de l'intérêt général, l'acheminement des produits destinés à l'alimentation de la population, parce qu'ils veulent tirer de leurs entrepôts, de leurs achats, de leurs ventes, un profit maximum.

Tant pis si les agriculteurs ont travaillé pour rien. Tant pis s'il y a des destructions massives alors qu'il y a tant de besoins.

Si l'Etat était véritablement au service de la population, il imposerait aux circuits de distribution des charges du type de celles qui sont imposées à n'importe quel service public, en particulier en imposant l'acheminement et la vente des denrées en cas de récolte exceptionnelle, ne serait-ce qu'au prix où les producteurs doivent les vendre pour rentrer dans leurs frais. Ce qui satisferait les producteurs comme les consommateurs.

Mais imposer que les intérêts de la population passent avant ceux des capitalistes, c'est-à-dire avant leurs profits, l'Etat ne le veut pas. Il ne peut pas s'en prendre aux profits des capitalistes, puisque ce sont précisément ces intérêts qu'il met en priorité, et non ceux de la population comme il le prétend.

Il n'y a que les catégories concernées qui puissent imposer de force aux capitalistes de prendre sur leurs profits.

Nelly MEYER

CAMBODGE

L'armée vietnamienne continue la guerre

Lundi 23 juin, des troupes vietnamiennes stationnées à la frontière du Cambodge et du Vietnam ont pénétré sur une profondeur de plusieurs kilomètres sur le territoire thaïlandais.

Cette action fait suite à un certain nombre d'escarmouches qui se sont déroulées le long de cette frontière entre soldats vietnamiens et soldats thaïlandais et, en fait, elle découle de la situation qui règne à la frontière.

En effet, dans un territoire revendiqué à la fois par le Cambodge et la Thaïlande, ont été installés des camps où vivent des dizaines de milliers de Cambodgiens ou de Chinois qui ont fui le Cambodge.

Les réfugiés cambodgiens sont les premières victimes des affrontements armés à la frontière thaïlandaise. (AFP)

Les Khmers Rouges, mais aussi d'autres groupes opposés au nouveau régime cambodgien mis en place par les Vietnamiens, se servent de ces camps pour recruter, de gré ou de force, et pour se servir de la population qui y vit comme d'une masse de manœuvre.

C'est ainsi qu'il y a une dizaine de jours avait débuté une opération dite de « rapatriement volontaire » des Cambodgiens réfugiés dans les camps thaïlandais. Elle ne concernait qu'une centaine de personnes, mais le gouvernement thaïlandais, désireux de se débarrasser des réfugiés, pouvait espérer qu'elle ferait boule de neige, tandis que les Khmers Rouges et les autres groupes anti-vietnamiens pouvaient quant à eux espérer renforcer leurs troupes et leurs influences à l'intérieur du pays contre les Vietnamiens.

En franchissant la frontière thaïlandaise, les troupes vietnamiennes tentent de couper court à ces opérations. Dans tous les conflits, ce type d'intervention n'est pas exceptionnel. Les Etats-Unis, qui protestent aujourd'hui, sont bien placés pour le savoir, eux qui, dans leur lutte contre le Vietnam quand il luttait pour son indépendance, ne se sont pas embarrassés des limites frontalières pour porter la guerre dans tous les pays de la péninsule indochinoise.

Ce qui est significatif dans cette affaire, ce n'est pas tant que les troupes vietnamiennes aient « violé » les frontières de la Thaïlande, mais bien plutôt qu'elles soient encore aujourd'hui obligées de combattre dans ces régions.

L'existence de camps de réfugiés qui regroupent des milliers de Cambodgiens, le maintien des guérilleros Khmers Rouges ou autres, qui recrutent des hommes dans ces camps, témoignent du fait, dix-huit mois après leur entrée au Cambodge, que les Vietnamiens n'ont pas trouvé l'assise populaire qu'ils prétendent avoir.

Hervé MARTIN

SALVADOR

Grève générale contre la répression

Une nouvelle fois, mardi 24 et mercredi 25 juin, la junte militaire actuellement au pouvoir au Salvador, n'aura pas pu empêcher la grève générale déclenchée par la « Coordination révolutionnaire des masses » regroupant les organisations et partis dans l'opposition.

La grève a pratiquement paralysé la capitale du pays. Boutiques fermées, rues désertes où seules circulaient des patrouilles de soldats (ils ont abattu plusieurs jeunes qui tentaient de dresser une barricade), transports immobilisés, industries arrêtées : voilà la physionomie de San Salvador durant ces journées.

Cette grève était une riposte contre l'état d'urgence qui règne depuis quatre mois et contre la répression quotidienne qui s'abat sur la population. En réalité, il semble que l'opposition à la junte devienne de plus en plus large, et les militaires tentent de briser toute résistance et toute opposition. C'est maintenant chaque jour que l'armée fait des victimes, massacrant des groupes d'opposants armés et assassinant à la moindre occasion ceux qu'elle soupçonne de l'être. La presse a rapporté le récit fait par des religieux sur le massacre de 600 personnes aux frontières du Honduras, que les gouvernements du Salvador et du Honduras ont nié mais qui n'est pas impossible.

C'est chaque jour qu'elle arrête, bâillonne toute opposition, s'acharne sur les libertés, et tout cela bien sûr avec la bénéfiction de l'impérialisme américain, qui pour le moment, bien qu'ayant pris des contacts avec les représentants modérés de l'opposition — on ne sait jamais, le vent peut vite tourner — n'en continue pas moins pour l'instant à jouer la carte de la junte au pouvoir.

En tout cas, la junte militaire joue la seule possibilité qui lui reste, face à une population qui lui est de plus en plus hostile et qui est prête à se battre : elle tente de briser toute résistance par la force et en massacrant. Mais rien ne dit qu'elle y arrive, tout dépendra de la détermination de la population qui, pour l'instant, semble mobilisée et qui ne recule pas pour se battre, y compris les armes à la main.

Anne GARBE

Contre la répression en Tchécoslovaquie, on nous communique :

« Rudolf Battek, l'un des trois porte-parole de la Charte 77, a été arrêté à Prague samedi dernier 14 juin. (...)

Rudolf Battek est aujourd'hui inculpé, au titre de l'article 155 du Code pénal tchécoslovaque, « d'agression contre un agent de la force publique ». *En cas de condamnation, la peine peut aller jusqu'à trois ans de prison.*

Les faits sur lesquels repose l'inculpation seraient intervenus, selon la police, pendant son interrogatoire. (...)

Rudolf Battek a 56 ans. Sociologue de formation, il a été en 1968 membre du Conseil national tchécoslovaque, vice président du KAN (« Club des sans-parti engagés »), et président du syndicat de l'Académie des sciences de Tchécoslovaquie. Condamné une première fois à un an de prison en 1969-70 avec Jan Tesar pour sa participation à la rédaction du « Manifeste des 10 points », arrêté à nouveau en novembre 1971 et condamné à trois ans pour son intervention pour le boycott des élections, il gagne sa vie, depuis sa libération en 1974, comme laveur de vitres.

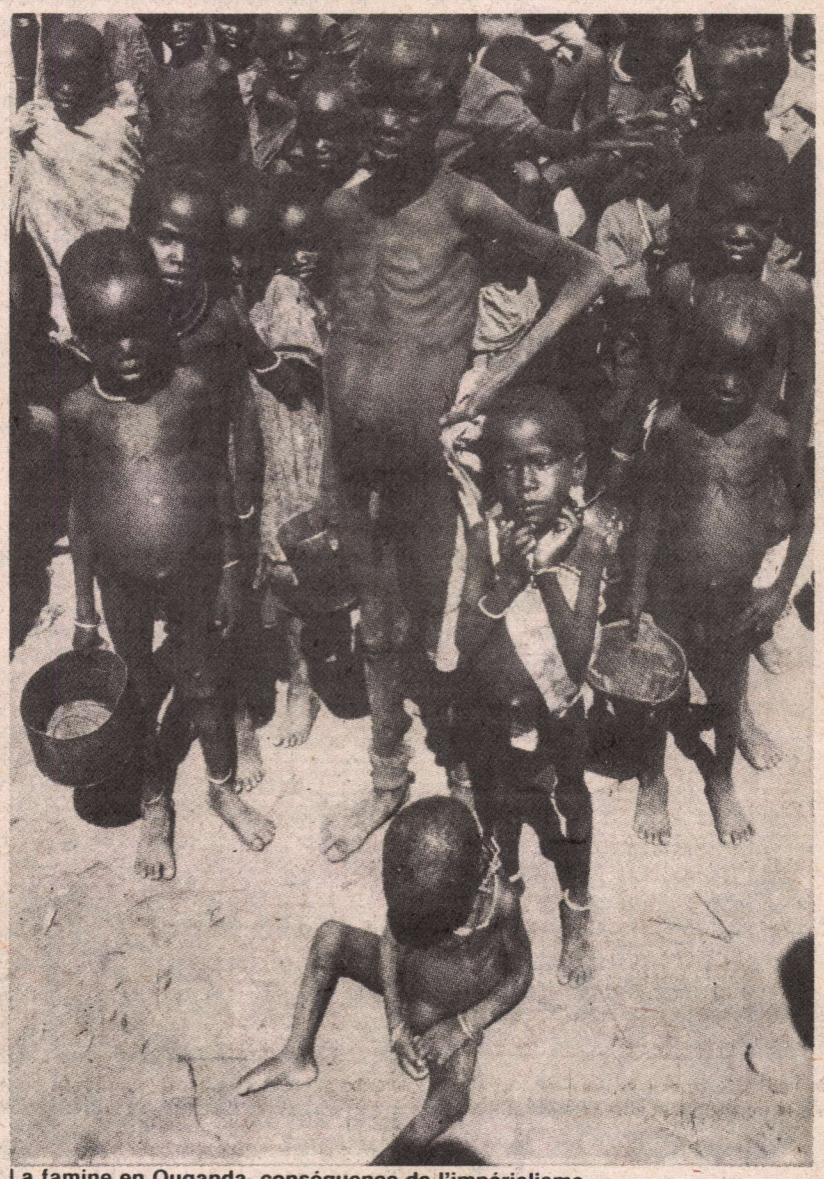
Rudolf Battek est l'un des fondateurs de la Charte en janvier 1977 et du VONS en avril 1978. Porte-parole de la Charte, il est l'un des dirigeants du courant des « socialistes indépendants ».

Tout doit être fait, immédiatement, pour arracher sa libération.

19 juin 1980. 18 heures
Le Comité national contre la répression *Listy,* organe de l'opposition socialiste tchécoslovaque
BP 221 75564 Paris Cédex 12

AFRIQUE

L'OUGANDA MALADE DE L'IMPERIALISME



La famine en Ouganda, conséquence de l'impérialisme.

Dans la région de Karamoja, au nord de l'Ouganda, la famine fait tous les jours des centaines de morts. On parle de 50 000 à 100 000 personnes, soit près du quart de la population de la région. Il n'y a quasiment plus d'enfants en bas âge et les survivants se sont traînés jusqu'aux missions pour obtenir quelques secours. Bien qu'un peu moins dramatique, c'est la même pénurie dans les autres provinces du nord.

Trois années de sécheresse ont sévi dans cette partie d'Afrique, mais cela n'explique pas tout. La guerre et le pillage ont aggravé la situation.

Depuis la chute d'Amin Dada, en avril 1979, ses troupes en débandade sillonnent la région du nord en pillant et violant. On attribue au banditisme le vol des trois quarts du cheptel, soit 300 000 vaches qui ont disparu. Mais il est sans doute difficile dans un pays affamé de faire la part de ce qui relève du banditisme, et des gestes d'une population désespérée. La population meurt littéralement de faim.

Pourtant, la terre est fertile en Ouganda. La preuve c'est que, malgré la sécheresse, le pays est resté le second exportateur de café de toute l'Afrique et le 5e du monde. Mais les cultures vivrières font défaut.

Or ce café, qui contribue à 90 % des recettes d'exportation, est vendu en contrebande, contribuant à l'enrichissement d'hommes d'affaires kenyans sur le dos de l'économie ougandaise. Le marché noir règne en maître. La corruption gangrène tous les niveaux de l'appareil d'Etat (ou ce qui en reste).

Comme on le voit, la sécheresse ne peut qu'aggraver une situation qui ne doit rien aux conditions climatiques.

Non, les raisons sont politiques. Certains évoquent, dans le cas de l'Ouganda, la responsabilité d'Amin Dada.

Il est vrai que le passage d'Amin Dada au pouvoir a pu accentuer une situation. Mais cette situation, il ne l'a pas créée. Elle existait bien avant.

Les vrais responsables, ce sont les puissances impérialistes, qui ont mis ces régions en coupe réglée. La France et l'Angleterre en tête.

Ce sont ces mêmes puissances qui ont installé au pouvoir des hommes comme Amin Dada, comme la mise en place des autres dictatures en Afrique. Elles s'en sont très bien accomodées, sans faire la fine bouche, passant sur leurs extravagances et leurs crimes parce qu'ils étaient leurs hommes et défendaient leurs intérêts économiques.

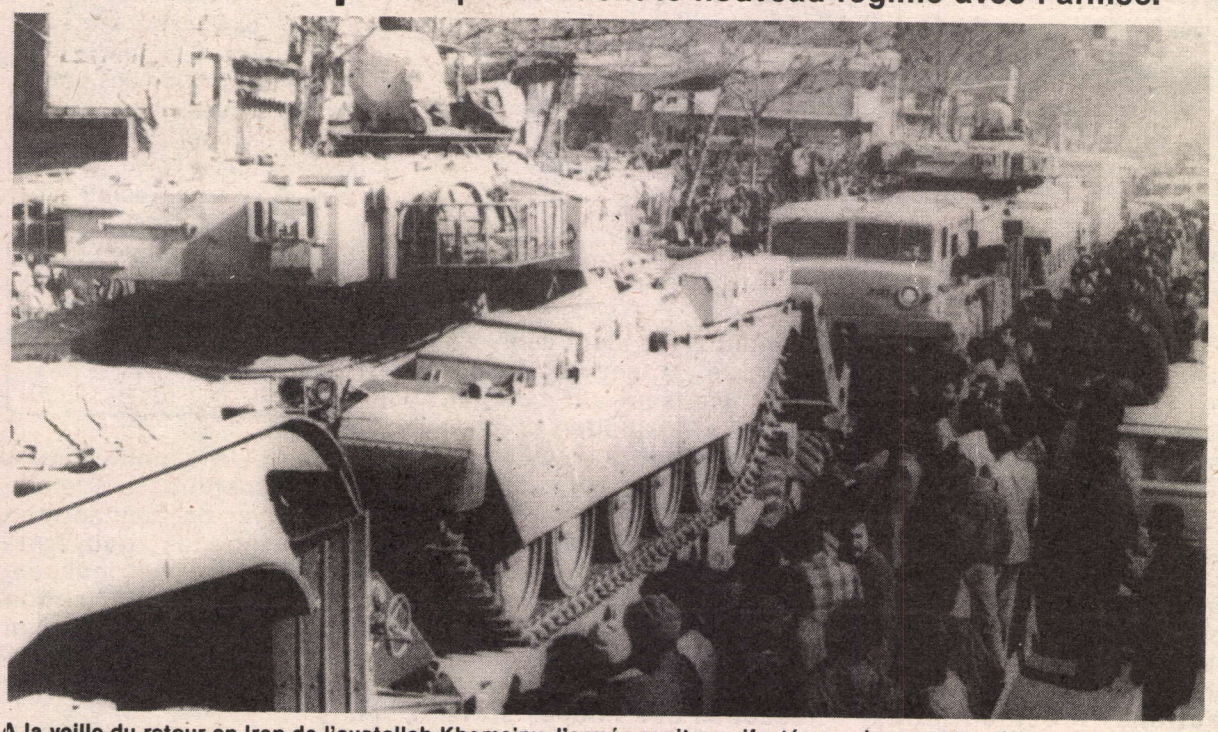
Marielle LEMONNIER

IRAN

Des militaires sont arrêtés pour complot, mais le régime ne veut pas briser l'armée

Samedi dernier, au moins vingt-sept membres de l'armée iranienne ont été arrêtés. Ils sont accusés d'avoir fomenté un complot pour renverser le gouvernement et d'avoir eu partie liée avec les Américains lors de l'expédition de Tabas en avril dernier, destinée à libérer les otages de l'ambassade américaine.

Il est difficile de savoir si ce complot a réellement existé ou s'il s'agit d'une affaire montée de toutes pièces par les dirigeants iraniens pour se débarrasser de quelques militaires peu dociles. De toute façon, ce nouvel épisode illustre les relations difficiles qu'entretient le nouveau régime avec l'armée.



A la veille du retour en Iran de l'ayatollah Khomeiny, l'armée avait manifesté sa présence et sa force en faisant défiler dans le centre de la ville des colonnes de chars et véhicules blindés, au milieu d'une foule de manifestants. *(AFP)*

L'armée iranienne actuelle, même si elle a subi des épurations depuis l'arrivée de Khomeiny au pouvoir, est la même qui a servi le régime du chah. A cette époque, l'Iran jouait le rôle de défenseur des intérêts américains dans cette partie du monde, et l'armée iranienne avait été l'objet de toute la sollicitude américaine. Elle a été encadrée, conseillée par des experts américains. L'état-major et la hiérarchie ont été formés et entraînés aux Etats-Unis ou dans les écoles militaires européennes, en Allemagne ou en France.

Cette armée-là n'a pas été brisée. Elle était le principal instrument du chah pour se maintenir au pouvoir ; mais Khomeiny, alors qu'il appelait la population à se soulever, s'est toujours gardé de l'appeler à prendre les armes contre elle. Contrainte et forcée par le soulèvement populaire, l'armée a finalement accepté le départ du chah, mais Khomeiny a attendu qu'elle lui donne le feu vert pour rentrer en Iran.

Ensuite, des vagues d'épuration ont eu lieu. Mais le régime a rapidement ordonné l'amnistie envers les forces armées, en déclarant qu'elles étaient indispensables au pays.

Tous ces gestes montrent que les nouveaux dirigeants iraniens n'ont pas voulu, ne veulent pas briser l'armée.

Mais, et c'est là justement le problème auquel ils sont confrontés, ils ne peuvent pas compter sur cette armée.

Les dirigeants iraniens en ont conscience. On a pu le constater lorsqu'ils se sont servis de cette armée contre les opposants kurdes ou les minorités nationales. Ils l'ont fait avec circonspection, comme s'ils craignaient qu'elle se refuse à servir le régime de Khomeiny, ou au contraire que, forte de ses succès, elle ne renforce ses positions.

Mais la conscience de cette réalité ne va pas jusqu'à la mise hors d'état de nuire de cette armée.

Une telle attitude montre que Khomeiny et ses partisans craignent plus les masses populaires, qui les appuient pourtant, que les militaires, qui constituent pour eux une menace.

Entre les deux risques, ils font un choix. Celui de tous les dirigeants bourgeois, qui gardent comme ultime recours contre leur propre population les mitrailleuses des militaires, quitte un jour ou l'autre à être renversés par ces mêmes militaires.

Laurence VINON

URSS

Un syndicaliste expulsé

Wladimir Borissov, un dissident russe, a été expulsé d'URSS le 22 juin contre son gré. Muni d'un visa qu'il n'avait pas demandé, il a été extrait de force de l'avion à Vienne, les mains attachées derrière le dos et en tenue de bagnard par les policiers qui l'accompagnaient.

Tout cela pour avoir osé collaborer à la création en 1975 d'un syndicat non officiel, l'Association inter-professionnelle libre des travailleurs (SMOT). Pour les autorités soviétiques, cet électricien de 36 ans est un dangereux malade mental, criminel et récidiviste de surcroît.

Auparavant, Borissov avait été condamné une première fois déjà à 9 ans d'hôpital psychiatrique pour avoir participé au mouvement de défense des droits de l'homme en Union Soviétique !

Voilà le sort que l'Etat des bureaucrates réserve à des hommes qui osent revendiquer la reconnaissance du droit élémentaire que représente pour les travailleurs le droit de s'organiser.

*Au fait, que dit de cette affaire le PCF, lui qui présente l'URSS comme « le pays du socialisme » et « la patrie des travailleurs » ? Eh bien, il s'est contenté de rapporter rapidement l'expulsion de W. Borissov, en bas de page de l'*Humanité, *sans commentaire. Curieux. Séguy et son parti ne mèneraient-ils plus campagne pour la défense des libertés et des droits syndicaux ?*

Roger MEYNIER

LA LOGIQUE DU TERRORISME

Lundi 23 juin, le magistrat italien Mario Amato, substitut du procureur de la République à Rome, était abattu par un commando terroriste. Un attentat de plus, serait-on tenté de dire, mais qui a eu la particularité d'être revendiqués, dans les heures qui suivirent, à la fois par les « Brigades Rouges » qui se disent d'extrême-gauche et par les « Noyaux Armés Révolutionnaires » qui sont un groupe se revendiquant ouvertement des idées d'extrême-droite.

Le fait que ce magistrat enquêtait justement sur le terrorisme d'extrême-droite rend sans doute plus vraisemblable la seconde hypothèse.

Mais en tout cas, ce n'est pas le premier acte terroriste dont il est difficile de dire s'il est le fait de terroristes de droite ou qui se disent de gauche.

Aussi quand, il y a quelques mois, les commandos des Brigades Rouges abattirent un représentant du Parti Communiste Italien, cet acte aurait pu aussi être signé par des commandos fascistes.

C'est que ces terroristes, qui prétendent mener leur lutte contre l'Etat de la bourgeoisie au nom des opprimés, agissent sans tenir compte de ce que pensent, veulent et sont prêts à faire ceux qu'ils prétendent défendre et représenter. Ils se font juges de ce qui est bon ou mauvais pour le peuple, mais ils agissent en vase clos. Et leur lutte désinsérée des luttes sociales devient la lutte d'un appareil sans autre boussole que sa logique d'appareil.

Ces ambiguïtés ne sont pas seulement le fait des Brigades Rouges. Elles ne sont pas seulement liées à la situation en Italie. Elles sont liées aux choix que font toutes les organisations qui font du terrorisme leur mode d'intervention privilégié, voire exclusif.

Aujourd'hui, on voit en Espagne une des branches de l'organisation terroriste ETA (l'ETA politico militaire) reprendre la « guerre des plages ». Elle menace de faire exploser des bombes contre les estivants si ses exigences, la libération de prisonniers politiques, le licenciement du directeur de la prison de Soria et un référendum sur le rattachement de la Navarre au Pays basque ne sont pas accordées par le gouvernement de Madrid. Elle est même passée aux actes dans plusieurs stations estivales, en même temps qu'un attentat avait lieu au Pays basque contre un responsable de l'usine Michelin.

Sans doute l'ETA n'est-elle pas une organisation aussi isolée que les Brigades Rouges. Les résultats obtenus lors des précédentes élections par les mouvements liés aux différentes branches de l'ETA ont montré que ces mouvements qui se manifestaient par une activité terroriste avaient alors un appui dans la population du Pays basque. Et rien ne prouve qu'il l'ait perdu depuis, après la mise en place du statut d'autonomie. Néanmoins, ses actions terroristes aujourd'hui ne semblent pas se situer dans le prolongement d'une lutte consciente de la population. Elles apparaissent comme des décisions prises indépendamment du degré de mobilisation des masses. Elles représentent uniquement l'expression des intérêts d'un appareil...

AFGHANISTAN

Le retrait d'une division russe: un geste diplomatique

Quelle est la signification réelle de l'annonce faite par le gouvernement russe du retrait d'une de ses divisions d'Afghanistan ?

D'après Brejnev lui-même, ce retrait serait rendu possible « par les victoires remportées sur les contre-révolutionnaires ». Mais apparemment ces « victoires » doivent être bien minces puisque l'agence de presse russe Novosti se dépêche d'ajouter que « la présence limitée de troupes soviétiques reste nécessaire en Afghanistan ».

En fait, presque toutes les informations publiées dans la presse, — sauf l'Humanité ! — **montrent que six mois d'occupation par l'armée russe n'ont pas permis à cette dernière de venir à bout des combattants afghans et que ceux-ci bénéficient du soutien d'une part importante de la population. Il semble exclu que la décision des dirigeants soviétiques soit justifiée par l'évolution de la situation en Afghanistan.**

Pourquoi alors ce geste spectaculaire et à qui est-il destiné ? Il n'est pas impossible qu'il s'adresse en partie à l'opinion soviétique même. En effet, il se pourrait qu'avec l'intensification des combats, l'annonce de la mort de soldats russes, et le rapatriement des cercueils des victimes soviétiques de la guerre en Afghanistan aient contribué à créer un climat d'inquiétude au sein de la population russe. L'annonce, à coups de trompettes, et en grand apparat de rapatriement de soldats, même s'il s'agit d'un nombre restreint, serait destiné alors à couper court à de telles rumeurs. Mais les bureaucrates du Kremlin ont montré en quel mépris ils tenaient les sentiments de la population russe, pour que cette explication soit suffisante.

Blindés russes en Afghanistan sur le chemin du retour. Un blindé de moins de fait pas la paix. *(AFP)*

C'est sans doute davantage aux gouvernants occidentaux qu'est destiné le geste du gouvernement russe, comme le souligne d'ailleurs le moment choisi, alors même que se tenait le sommet des sept principaux pays industrialisés à Venise.

En tout cas, ce geste peut arranger les affaires de Carter, qui, depuis des mois offrait l'image d'un dirigeant inefficace dont les menaces et les admonestations restaient sans effet. Il a saisi la balle au bond, en déclarant, lors de sa visite en Yougoslavie : « Nous serions prêts à examiner un aménagement transitoire qui serait appliqué parallèlement à un retrait rapide de toutes les troupes soviétiques ».

Sans doute, Carter n'a-t-il pas la moindre illusion sur la possibilité d'un « retrait rapide de toutes les troupes russes ». Mais l'essentiel pour lui, n'est-il pas dans le contexte des prochaines élections présidentielles américaines de montrer à son opinion publique qu'il a obtenu quelque chose des Russes ? Cela, alors même que les Européens le frondent et que ses tentatives dérisoires de rétorsion contre l'URSS, comme l'appel au boycott des Jeux olympiques ont eu le peu de succès que l'on sait. A moins que les dirigeants russes aient voulu au contraire attiser la zizanie entre les sept du sommet actuel et exploiter le petit vent de fronde qui oppose les pays de l'Europe occidentale aux USA.

Ces sept ont réagi par un communiqué dans lequel ils réclament le retrait total des troupes russes. Mais aussitôt ils ont « pris acte » gravement de cette première réduction des troupes soviétiques sans la mettre aucunement en doute d'ailleurs. Trop heureux semble-t-il que le gouvernement russe ait fait un geste qu'ils puissent présenter à leur propre opinion publique comme un succès à mettre à leur actif. Mais rien dans tout cela qui laisse prévoir la fin de l'intervention russe en Afghanistan. Tout au plus cela signifie que le gouvernement russe cherche à conserver de bonnes relations avec les gouvernements occidentaux indépendamment de son intervention en Afghanistan... ce à quoi les gouvernements occidentaux semblent tout à fait prêts.

Dans ce ballet diplomatique, la politique réelle des uns et des autres n'a en fait rien à voir avec leurs déclarations respectives.

C'est de la grande manœuvre pour états-majors de politiciens où les intérêts des peuples n'ont pas grand place.

Jean-Louis CHAMPENOIS

Concurrence déloyale

Apparemment, Giscard n'était pas peu fier d'avoir été mis au courant avant tous les autres, par une lettre spécialement adressée à lui, du retrait d'une division russe d'Afghanistan. Pensez donc, même Georges Marchais n'a pas eu droit à une telle faveur, lui qui a appris l'événement par la presse, comme le commun des mortels. A se demander si le président de la République ne serait pas davantage en odeur de sainteté à Moscou que le secrétaire général du PCF, malgré les efforts méritoires de ce dernier depuis quelque temps.

A en croire Giscard lui-même, ce serait d'ailleurs sa rencontre avec Brejnev à Varsovie, le 19 mai dernier, qui aurait **« dans une certaine mesure, ouvert la voie à une première réduction des effectifs soviétiques ».**

On chuchote qu'il aurait même obtenu bien davantage : Brejnev lui aurait proposé, pour le jour où il mettrait fin à l'intervention russe en Afghanistan, que ce soit Giscard lui-même qui vienne l'annoncer aux Français... de la télévision de Moscou.

J.L.C.

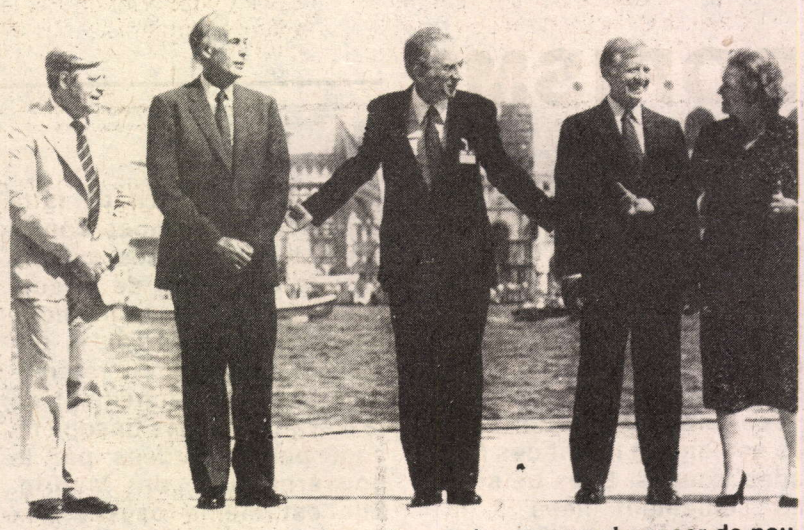
SOMMET DE VENISE

Situation économique en baisse, pétrole en hausse?

Les sept chefs d'Etats occidentaux réunis à Venise ont fait une découverte : si tout va mal dans l'économie, c'est de la faute aux pays pétroliers. **« Une forte inflation, une menace de récession et de chômage sérieux »,** selon les termes de leur communiqué final, voilà ce dont sont responsables les **« extrémistes de l'OPEP »,** comme les appelle **Le Figaro.**

Cela fait longtemps qu'on n'avait pas entendu ce genre d'arguments. Depuis trois semaines, exactement depuis le dernier sommet de l'OPEP qui servit de prétexte au gouvernement français pour annoncer une nouvelle hausse du prix de l'essence, prévue en réalité depuis plusieurs mois.

Alors, que va-t-il sortir concrètement de ce sommet de Venise ? La déclaration finale parle de réduction de la consommation de pétrole, de chasse au gaspillage, de développement d'énergies nouvelles, de retour au charbon... Rien sur une hausse du prix du carburant. Mais quand ces messieurs se réunissent pour commenter la situation économique internationale et accuser les pays pétroliers, attendons-nous à tout.



Cinq des sept de Venise : tous d'accord pour nous imposer de nouvelles hausses de l'essence. (AFP)

Carter nous a d'ailleurs prévenus : **« une ère de sacrifices »** est nécessaire pour les peuples d'Occident. Gageons que ces « sacrifices » iront remplir les caisses des compagnies pétrolières qui, bien sûr, ne sont pour rien dans les hausses, comme on nous l'a dit à Venise.

S.M.

NOUVELLES-HÉBRIDES

L'indépendance sous le regard des soldats français et britanniques

Alors que la situation dans l'archipel des Nouvelles-Hébrides — colonie que se partagent les impérialismes français et britannique et qui doit accéder à l'indépendance le 30 juillet prochain — reste tendue, les habitants de l'île d'Espirito Santo menaçant de faire sécession, on apprenait le 20 juin que 150 à 200 parachutistes français avaient été expédiés en Nouvelle-Calédonie, autre colonie française, située à 600 kilomètres des Nouvelles-Hébrides.

Cet envoi de troupes — officiellement en Nouvelle-Calédonie pour manœuvres — fait pièce à l'envoi par l'Angleterre de 200 soldats britanniques aux Nouvelles-Hébrides.

La France et l'Angleterre dominent les Nouvelles-Hébrides depuis 74 ans. Aujourd'hui, à la veille de l'indépendance, chacun des deux impérialismes tente de tirer la couverture à soi, de manœuvrer pour préserver ses intérêts dans les Nouvelles-Hébrides indépendantes : l'Angleterre soutient le gouvernement local, tandis que la France soutient l'opposition « modérée » et s'oppose à toute intervention militaire dans l'île d'Espirito Santo, dans l'espoir de voir les insurgés de l'île rejoindre ces modérés...

Bref, au moment où l'on parle de l'indépendance de l'archipel, les deux puissances coloniales n'avaient jamais été aussi présentes militairement !

Jean-Jacques FRANQUIER

DANS LA PRESSE D'EXTREME-GAUCHE:

COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

(n° 75 - 21 juin 1980)

Une victoire pour les occupants de terres en Guadeloupe

Conodor : une vue sur les terres occupées.

• Capesterre : l'administration recule. La détermination des occupants a payé

Cela fait presque deux mois que des travailleurs agricoles au chômage et des paysans pauvres occupent des terres en friche dans la région de Capesterre, en Guadeloupe, terres appartenant à de très gros propriétaires terriens et à des sociétés capitalistes.

Malgré les interventions répétées des gardes mobiles, malgré les intimidations et agressions perpétrées par des hommes de main des propriétaires (comme Max Martin, un des magnats de la banane), malgré la réprobation de certains dirigeants syndicaux qui voyaient d'un mauvais œil ce mouvement leur échapper, le Comité d'Occupation, élu par les ouvriers agricoles et les paysans en lutte, a en grande partie obtenu gain de cause. Ceux qui avaient d'ores et déjà reçu du Comité (ils étaient 300 environ) un lot de terrain (une parcelle mesure 20 mètres sur 50 mètres) verront leur situation légalisée par un accord avec la préfecture et la municipalité : ils resteront sur ce terrain.

Ainsi, les représentants du pouvoir et des propriétaires ont été obligés de reculer. L'appui d'une partie de la population et de tous ceux qui sont venus se battre aux côtés des occupants sous la direction du Comité a été payant. La détermination de tous a été la plus forte. Les terres de Marquisat resteront à ceux qui la travaillent.

Nos camarades de Combat Ouvrier, *dans leur numéro 75 du 21 juin, relatent cette victoire, tout en précisant que ce n'est qu'une première étape : il y a encore d'autres combats à mener pour obtenir la terre.*

Les occupants de terres de Capesterre ont fait reculer les possédants et l'administration.

Après une entrevue très houleuse à la préfecture, un compromis était signé entre le Comité d'Occupation, la préfecture et la municipalité de Capesterre.

L'accord en question prévoit que les terres de Marquisat resteront aux occupants. Ceux-ci devront établir la liste des bénéficiaires de lots de terre. Cette liste devra être déposée en mairie, où théoriquement une enquête devra être faite par la mairie sur les occupants bénéficiaires, de façon à vérifier (sans doute) que de gros propriétaires ne se sont pas glissés dans leurs rangs ou que des fonctionnaires ne cherchent pas ainsi à avoir un lotissement pour y poser leur villa !

La concession qui a été faite à la préfecture, c'est d'annoncer que le Comité suspendait l'occupation des terres jusqu'à l'établissement définitif des listes d'occupants.

Mais sur le plan pratique, cela n'a pas changé grand'chose. La signature de l'accord avec la préfecture est importante en ce sens que, une nouvelle fois, a été reconnu le droit des travailleurs à obtenir des terres pour faire face à la faiblesse de leurs salaires. Aux chômeurs, a été reconnu le droit de disposer eux aussi de terres pour vivre. (...)

Aujourd'hui, après l'annonce que la terre était libérée, c'est la joie et la fierté qui se disputent sur les visages. Ceux qui avaient manifesté leurs doutes ou leur hostilité reconnaissaient aujourd'hui que les occupants avaient raison. Et timidement, certains, chaque jour plus nombreux, viennent entendre ce que dit le Comité. Pour l'instant, certains occupants font preuve d'une certaine hargne bien compréhensible à leur égard mais, peu à peu, on en vient aux explications et à la nécessité de regrouper tout le monde pour mener encore un combat : faire reconnaître la liste du Comité par la municipalité et attribuer des terres à tous ceux qui s'inscriraient même maintenant sur les listes dites « d'attentes ».

Si les travailleurs anciens occupants savent se lier avec les « nouveaux » occupants, eh bien la victoire sera encore plus complète.

La lutte des occupants de terres de Capesterre n'est pas finie. Elle a permis de remporter une première phase du combat. Et c'est très important pour l'avenir. (...) Les jeunes chômeurs ont montré que, lorsqu'ils luttaient de façon organisée, ils pouvaient peser lourd dans la balance. Et leur intervention a été à plusieurs reprises décisive : aussi bien lors du barrage du pont de Géta, que lors de l'occupation de la mairie.

Aujourd'hui les discussions prennent un autre tour. Le soir il y a toujours beaucoup de gens qui viennent autour de la tente. On discute de ce qu'on va planter, de la Réforme foncière, de la grève des ouvriers des bananeraies de Grosse-Montagne, des occupants de Conodor, de Marie-Galante...

L'intérêt pour ce qui fait la vie des travailleurs et sur les événements qui les concernent ne faiblit pas. Et c'est bien là le signe que quelque chose a changé dans la conscience de quelques dizaines de jeunes et d'ouvriers de la région de Capesterre.

L'Intervention des gendarmes à Capesterre n'a pas fait céder les occupants de terres.

• Quand les dirigeants de UTA-UPLG viennent jouer les gendarmes

Nos camarades de Combat Ouvrier *dénoncent l'attitude et les pratiques de certains dirigeants de l'Union des Travailleurs Antillais qui s'opposent, en fait, aux mouvements d'occupations et surtout à leur organisation démocratique.*

Vendredi 13 au soir, à Conodor (Sainte-Rose) un groupe de militants et de sympathisants de l'UTA, conduit par des dirigeants nationalistes, ex-membres du GONG et liés à l'UPLG, s'en est pris violemment à notre camarade L. Dahomay qui soutient l'action d'occupation des travailleurs de la région. Ils l'entourèrent et lui lancèrent toutes sortes d'invectives, de menaces, d'injures, lui promettant même des coups. Ils s'en prirent ensuite aux travailleurs occupant Conodor. La raison de cette hargne et de cette violence verbale réside dans l'opposition qu'ont les dirigeants nationalistes de l'UTA au mouvement d'occupation des terres à Conodor. En réalité, ces gens ne peuvent supporter qu'un mouvement se déclenche et s'organise en dehors de leur contrôle et ils ne peuvent supporter de voir les travailleurs s'organiser eux-mêmes et agir selon leurs propres intérêts. (...)

Mais l'autre soir, ces forts en gueule n'ont pu intimider ni notre camarade, ni les occupants de Conodor. Le lendemain d'ailleurs ces derniers ont organisé un meeting de protestation contre la « descente » des dirigeants de l'UTA. Au cours du meeting de nombreux travailleurs ont dénoncé les agissements de la direction de l'UTA qui les avait aussi menacés de les déloger et de détruire les « carbets » construits sur les lots.

---

le pouvoir aux travailleurs

(n° 86 - le 16 juin 1980)

Corruption sur la route de Bamako-Abidjan

Dans ce numéro du Pouvoir aux Travailleurs, *l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes publie un article (extrait lui-même du* Taballe, *son bulletin bi-mensuel) qui évoque la corruption régnant en maître dans toute l'administration de Côte d'Ivoire.*

CORRUPTION SUR LA ROUTE BAMAKO-ABIDJAN

Aller de Bamako à Abidjan ou d'Abidjan à Bamako est devenu de plus en plus difficile.

Les passagers sont considérés comme de la marchandise. Presque tous les 20 km il y a un poste de police, de gendarmerie ou de douaniers. Dans chaque poste il faut présenter tous les papiers : carte d'identité, de vaccination et laissez-passer.

Quand il vous manque un papier, à chaque fois il faut payer 1 000 à 2 000 CFA.

Les flics corrompus qui vous contrôlent délivrent rarement de reçus. Cet argent qu'ils vous font payer, ils le mettent dans leur poche.

C'est révoltant mais cela n'étonne plus personne, parce que ces régimes sont tous corrompus de haut en bas.

SPARK

n° 161 - 9 juin 80

Les habitants de Love Canal en lutte pour leur relogement

Le journal trotskyste américain relate les difficultés que rencontrent les habitants de Love Canal à se faire indemniser après qu'ils ont dû évacuer d'urgence leurs habitations. Love Canal est cette zone située près des chutes du Niagara où le sol reflue des produits toxiques enterrés là jadis par des firmes de produits chimiques.

« Quand les habitants de Love Canal ont voulu s'entretenir avec les représentants du gouvernement fédéral chargés de leur venir en aide, ils n'ont pu en joindre aucun, même par téléphone. Alors, ils ont décidé de mettre le feu au siège de leur association et de bloquer la circulation à une centaine.

Les flics sont intervenus et ont appelé les représentants fédéraux. Alors on n'a pas tardé à voir débarquer deux de ces messieurs, qui ont pu ainsi discuter avec les résidents de Love Canal de l'assistance promise par le gouvernement. Ils ont alors réalisé que le programme d'aide qui était prévu ne résolvait rien et laissait les gens de Love Canal au milieu des terres polluées sur lesquelles on avait construit leurs maisons. Voyant que le gouvernement n'avait pas l'intention de racheter leurs maisons afin qu'ils puissent aller s'installer ailleurs, ils ont décidé de garder avec eux les deux représentants fédéraux.

Aussitôt le FBI a été sur les dents, parlant de prise d'otages et menaçant les habitants de Love Canal. Cinq heures plus tard, les soi-disant otages étaient libérés. Et deux jours après, Carter annonçait un programme de relogement des habitants dans des foyers temporaires. »

L'EGYPTE DE S
APRES LA PA

Le Moyen-Orient est, aujourd'hui comme hier, en crise. L'arrivée au pouvoir de Khomeiny en Iran a porté un rude coup au prestige, sinon à la domination de l'impérialisme américain dans cette région du monde. Au point que les régimes de pays arabes même traditionnellement les plus liés à lui, comme l'Arabie Saoudite, se sont sentis obligés, à plusieurs reprises, de marquer quelques distances. Même des régimes parmi les plus réactionnaires, les plus corrompus, les plus dictatoriaux, sont obligés de tenir compte aujourd'hui du renforcement du sentiment anti-impérialiste qui se manifeste dans leurs peuples, à l'écoute de ce qui s'est produit en Iran.

Pourtant, c'est dans le pays qui, au temps de Nasser, fit figure de chef de file du monde arabe, d'opposant le plus déterminé à la présence impérialiste dans cette région du monde, que l'on trouve l'exception la plus notable : en Egypte.

Au moment où, en Cisjordanie, la présence de l'armée israélienne se fait de plus en plus provocante, de plus en plus insupportable pour la population palestinienne, le président égyptien Anouar El Sadate poursuit impassiblement sa politique de « normalisation » de ses relations avec Israël. Au mois de mars il a, d'une façon provocante, bravé l'opinion publique arabe, en acceptant d'accueillir dans son pays l'ex-chah d'Iran. Il semble

Par ses actes d'allégeance, Sadate cherche à s'allier l'impérialisme américain. *(AFP)*

« Libéralisation économique » et aggravation des contradictions sociales

Une sorte de fuite en avant, pour tenter à tout prix de trouver à l'extérieur des aides financières : c'est ainsi qu'apparaît la politique de Sadate, lorsqu'on la considère sous l'angle économique.

Car l'Egypte, pays sous-développé, où une population de 38 millions d'habitants est concentrée sur l'étroite bande de terres fertiles qui longe le Nil, est un pays dépendant. Pour acheter des denrées alimentaires, des machines, des matières premières et tous les biens dont elle est dépourvue, elle ne dispose que des revenus de l'exportation du coton, dont la colonisation anglaise avait imposé la culture, et d'un peu de pétrole — car l'Egypte est seulement sur les marges des grands champs pétroliers du Moyen-Orient. En son temps, Nasser avait recherché une assistance extérieure auprès de l'impérialisme puis, celui-ci la lui refusant, du côté de l'URSS.

Sadate a opéré le mouvement inverse : en rompant avec l'URSS, il s'est de plus en plus rapproché politiquement de l'impérialisme, dans l'espoir d'obtenir des prêts et des capitaux. Mais, avant même d'obtenir ceux-ci, la politique de Sadate a entraîné l'arrêt des autres apports extérieurs dont disposait l'Egypte. C'est ainsi que, depuis la signature des accords de Camp David avec Israël et les Etats-Unis, l'aide financière masssive en provenance des Etats arabes, notamment de l'Arabie Saoudite et de Libye, s'est totalement arrêtée.

Cela ne fait que lier encore plus étroitement le régime de Sadate à la voie qu'il a choisie : celle de la « normalisation » des relations avec les USA et avec Israël, seuls Etats dont peut désormais venir l'assistance financière.

L'Egypte a certes obtenu des fonds. Le Fonds Monétaire International lui a ouvert plus d'un milliard de dollars de crédits. Les Etats-Unis se sont engagés officiellement à une aide financière annuelle d'un milliard de dollars. De nombreux hommes d'affaires occidentaux se sont rendus dans le pays pour étudier dans quels secteurs faire des investissements et les rentabiliser. Pour les attirer, Sadate a opéré la « libéralisation » de l'économie égyptienne. Alors que Nasser avait tenté de rationaliser l'économie en concentrant entre les mains de l'Etat les leviers de commande des banques et de la grande industrie, Sadate a opéré, là aussi, le mouvement inverse et a inauguré la politique du « laissez-faire » systématique : pour donner confiance aux capitaux internationaux, et à la bourgeoisie égyptienne elle-même, l'Etat s'est abstenu de mettre son nez dans leurs affaires.

Dès lors, ce qui préside au choix des achats, des investissements, ce ne sont pas les besoins du pays, de la population ; c'est la logique capitaliste de la rentabilité. Les dollars de l'aide américaine servent surtout à racheter, au prix fort, des produits américains, et donc retournent aux USA. Mais cela non sans avoir, au passage, enrichi quelques intermédiaires, quelques capitalistes égyptiens ou internationaux. Quant au choix de l'investissement en question, il dépend bien plus du profit que l'intermédiaire peut en retirer que de son intérêt réel pour le pays.

C'est ainsi qu'une journaliste du *Monde Diplomatique* cite les 100 millions de dollars (un dixième de l'aide annuelle américaine) consacrés à creuser un tunnel routier sous le canal de Suez, prévu pour une circulation de mille voitures à la minute ! Dans l'Egypte miséreuse, une dépense d'une telle inutilité est provocante. Mais elle aura sans doute largement enrichi les entreprises occidentales qui ont décroché ce marché, les quelques entrepreneurs égyptiens qui auront participé à l'opération, et les hauts fonctionnaires qui auront touché des pots-de-vin en échange de la décision d'entreprendre ces travaux et de passer commande à telle entreprise particulièrement généreuse.

On voit ainsi à quoi peut conduire ce type de « modernisation » de l'économie égyptienne : enrichir une petite classe d'affairistes, de capitalistes, de hauts fonctionnaires. Mais cet enrichissement s'accompagne de l'appauvrissement accéléré du reste de la population, au point qu'on a pu parler de « l'indianisation » de l'Egypte.

Car les prêts occidentaux ont leurs contreparties. C'est ainsi que le prêt du Fonds Monétaire International n'a été accordé qu'en échange d'un engagement du gouvernement égyptien à supprimer les subventions aux produits de première nécessité, qui constituent une bonne part du déficit du budget de l'Etat.

Mais ces subventions contribuaient à rendre ces produits — riz, blé, sucre, huiles — d'un prix un peu moins inabordable pour la population pauvre, et leur arrêt s'est traduit par une flambée des prix de ces produits et une aggravation dramatique des conditions de vie des masses populaires.

Mais il en est de même dans tous les domaines. C'est ainsi que la modernisation de l'agriculture peut profiter aux quelques-uns qui créeront de grosses exploitations capitalistes, orientées vers la production pour le marché mondial, mais se traduire pour le simple fellah par le fait qu'il sera chassé de sa terre, et par l'augmentation de la dépendance extérieure du pays, de moins en moins capable de fournir à sa population les biens de première nécessité dont elle a besoin pour vivre.

C'est ainsi que la paix et la libéralisation économique dont Sadate l'accompagne risquent bien de se traduire, pour la population égyptienne, non pas par l'arrivée de l'abondance et de la prospérité que Sadate lui a promises, mais par l'aggravation dramatique des contradictions sociales, entre une poignée de riches de plus en plus riches, et une immense majorité de pauvres de plus en plus pauvres.

LA CLASSE OUVRIÈRE ÉGYPTIENNE :

DE SOLIDES TRADITIONS DE LUTTE

La classe ouvrière égyptienne est sans doute, de tout le monde arabe, celle qui est la plus ancienne et dont les traditions de lutte sont les plus fortes. Sous le protectorat anglais, comme sous le roi Farouk, comme sous Nasser, comme sous Sadate, elle a mené de dures et violentes luttes contre le patronat et contre les régimes qui se sont succédé et qui, pro-impérialistes ou nationalistes, avaient tous en commun d'être profondément anti-ouvriers. Ces régimes imposant une répression féroce contre la classe ouvrière, les mouvements de celle-ci n'ont pu que prendre la forme d'explosions violentes, très vite violemment réprimées.

Le régime de Sadate s'est trouvé à plusieurs reprises confronté à cette agitation ouvrière. Ainsi, le 1er janvier 1975 au Caire, ayant manifesté contre la vertigineuse hausse des prix, des milliers d'ouvriers furent arrêtés. En mars de la même année, une grève éclata à Mahalla Al Kubra, complexe industriel de 50 000 ouvriers, du textile notamment. Ceux-ci réclamant un nouveau statut des salaires, occupèrent les locaux. Sadate fit intervenir 6 000 soldats de la force anti-émeutes. La répression fit 50 morts et 600 blessés.

Mais la vague de grèves ne s'arrêta pas pour autant. En juin à Choubra Al Khaymah (30 000 ouvriers) et à Alexandrie, ce fut la grève générale. Les forces de l'ordre assiégeaient les ouvriers. Mais le pouvoir dut reculer partiellement, en cédant sur quelques revendications.

Mais la plus grande explosion ouvrière de ces dernières années a été celle des 18 et 19 janvier 1977. Au Caire et à Alexandrie de violentes manifestations se déroulèrent alors contre les hausses de prix (qui atteignaient parfois 50 %) entraînées par la suppression de subventions aux produits de première nécessité. Là encore, la répression fut violente. Il y eut 81 morts et 3 000 personnes furent arrêtées. Mais en même temps qu'il faisait donner l'armée, Sadate dut annuler certaines hausses.

Malgré un régime policier qui ne lui laisse aucune liberté d'expression et d'organisation, la classe ouvrière égyptienne a montré à de nombreuses reprises qu'elle pouvait lutter et imposer des reculs au pouvoir. Le régime de Nasser, par sa démagogie nationaliste, a pu dans une certaine mesure modérer l'opposition ouvrière. Mais le régime de Sadate, avec son orientation ouvertement pro-impérialiste, jointe à l'aggravation des conditions de vie que les masses populaires ont connue ces dernières années, ne peut que provoquer, à plus ou moins long terme, de nouvelles explosions populaires.

DATE AVEC ISRAEL

que la ligne de conduite de Sadate soit d'afficher de façon spectaculaire, chaque fois que c'est possible, qu'il a choisi le parti américain, le parti de l'impérialisme, de démontrer qu'aujourd'hui, au Moyen-Orient, ce dernier n'a pas de soutien plus fidèle et plus sûr que le régime de Sadate.

Tout se passe comme si Sadate voulait faire jouer à son pays le rôle que jouait, il y a deux ans encore, l'Iran du chah : être une base avancée et sûre des intérêts américains dans un Moyen-Orient riche en pétrole, mais aussi plein d'incertitudes politiques. Et pour cela tous les témoignages d'allégeance aux intérêts impérialistes peuvent être utiles. Et ils n'ont pas manqué depuis quelques années : rupture avec l'URSS, voyage de Sadate à Jérusalem, rupture des liens avec la Résistance palestinienne, signature des accords de Camp David.

Ce qu'espère Sadate, c'est que l'Egypte, une fois normalisés ses rapports avec Israël, une fois admise comme un partenaire sûr par les dirigeants américains, bénéficiera en retour de la manne des prêts, des investissements, des capitaux occidentaux, et particulièrement américains.

Mais l'exemple de l'Iran, justement, est significatif. L'afflux des capitaux, des investissements, des prêts de l'impérialisme dans un pays sous-développé ne profite qu'à une minorité de riches capitalistes du pays. C'est ce qui se produit aujourd'hui en Egypte, tout comme cela s'est produit hier en Iran. Pour le reste de la population, l'évolution tend à rendre encore plus insupportable une misère déjà très dure.

Sans doute, aujourd'hui, le régime de Sadate ne semble pas avoir affaire à une opposition très profonde de la population égyptienne, tout au moins pas d'une façon visible. Sadate compte sans doute sur la lassitude de la population, après des années d'une situation de guerre ouverte ou larvée avec Israël. Sadate se présente aujourd'hui comme l'homme qui a enfin signé la paix et ouvre ainsi les portes d'un avenir meilleur. Car pendant des années, la guerre avec Israël a servi aux gouvernants égyptiens pour justifier la misère dans laquelle ils maintenaient leur population. C'est pourquoi la paix avec Israël ne peut apparaître que pleine de promesses, et donne sans doute encore aujourd'hui dans la population égyptienne un certain crédit à la politique de Sadate.

Mais Sadate n'en supprime pas pour autant les terribles contradictions sociales de l'Egypte. Au contraire, à terme, sa politique ne peut que contribuer à les aviver. Et l'on peut se demander si, à vouloir suivre en tous points l'exemple de l'Iran du chah, le régime de Sadate ne connaîtra pas un jour le même sort que celui de la dictature qui, il y a deux ans encore, semblait devoir toujours régner à Téhéran.

Un régime policier

Une liberté hautement surveillée.

Nasser avait institué le régime du parti unique (contrôlant les syndicats, la presse et tous les organes de l'Etat). C'est sous Sadate le même régime qui continue, avec quelques retouches.

En 1976, parallèlement à la « libéralisation » économique, Sadate fit un simulacre de libéralisation politique. Il espérait créer un système de trois partis, avec les libéraux (à droite), la majorité (au centre) et les nassériens (à gauche). Mais cette opposition légale fut bâillonnée dès sa naissance : elle dut s'engager à respecter « la paix sociale et l'unité nationale ». *Après les émeutes de janvier 1977, Sadate fit interdire les manifestations, les grèves, les occupations, etc., et organisa un référendum — plébiscite approuvant ces mesures de répression. Parallèlement, il mit une sourdine à cette opposition « légale » dont, malgré sa timidité, il redoutait qu'elle ne trouve un certain répondant dans les masses.*

En 1978 Sadate créa le Parti National Démocratique, qui prit la place de l'ancienne Union Socialiste Arabe. Il regroupa, comme du temps de Nasser, les cadres de l'administration, les gouverneurs, les fonctionnaires, etc. Sadate concentra tous les pouvoirs au sein du parti officiel : c'est lui qui nomme tous les dirigeants, et il procède régulièrement à des « épurations ».

Aujourd'hui, quatre mouvements d'opposition sont tolérés : les libéraux, les travaillistes et les indépendants (partis bourgeois traditionnels), et le Rassemblement Progressiste et Unioniste, formation qui regroupe des nassériens et divers courants de gauche. Tous les autres partis, en particulier les mouvements communistes, sont interdits.

Les mouvements « légaux » ont pu présenter des candidats lors des dernières élections législatives, le 7 juin 1979. Mais ces élections fournissent un bon exemple de ce qu'est la démocratie, version Sadate. Peu avant ces élections, un nouveau référendum-plébiscite fit approuver une loi selon laquelle tout candidat opposé au traité de paix avec Israël serait disqualifié !

Six dirigeants nassériens furent arrêtés la veille des élections et accusés d'espionnage au service de la Bulgarie... pour être relâchés peu après les élections ! Le gouvernement fit saisir le matériel d'imprimerie du Rassemblement Progressiste, pour empêcher qu'il diffuse des tracts contre le traité de paix avec Israël, et des dizaines de militants furent arrêtés. Le jour du scrutin, dans les régions où l'opposition avait des chances de gagner, des commandos armés de bâtons occupaient les lieux. Dans le canton d'Assyout, un candidat fit garder les urnes par ses hommes armés de mitraillettes !

En fait, le régime de Sadate est une dictature qui recourt de plus en plus souvent au procédé du plébiscite. Les chiffres sont éloquents : 99,93 % de voix pour Sadate en 1976 lors de l'élection présidentielle où il n'y avait qu'un seul candidat, Sadate ; 99,95 % de « oui » lors du référendum sur le traité de paix en 1979 ; 98,96 % de « oui » lors du référendum du 22 mai dernier sur les réformes constitutionnelles.

Le parti officiel exerce un contrôle très strict sur la presse : le journal Al Ahram *donne le point de vue officiel, et le parti de Sadate nomme les principaux responsables de tous les autres organismes de presse. Une censure sévère ne permet aux publications de l'opposition « légale » qu'une critique très timide.*

Le courant musulman intégriste passe aussi en Egypte

En Egypte, comme dans tout le Moyen-Orient, le succès du courant islamique en Iran a donné un encouragement aux courants religieux intégristes. Mais ceux-ci ont déjà en Egypte un long passé. Le plus ancien de ces mouvements est celui des Frères Musulmans, contre lequel Nasser exerça en son temps une répression constante.

Après l'arrivée au pouvoir de Sadate, en 1970, les Frères Musulmans purent faire leur réapparition. Deux d'entre eux furent même ministres en 1972. Les mesures de « dénassérisation », la libéralisation économique opérée par Sadate avaient le soutien de ces anticommunistes virulents, pour qui Nasser s'identifiait avec l'URSS et avec le communisme.

Mais cette droite religieuse est aussi nationaliste et influencée par la forme qu'a pris le courant islamique ailleurs, en Iran notamment. Les Frères Musulmans ayant critiqué en 1979 le traité de paix avec Israël, leur journal *Al Dawa,* qui avait été autorisé à paraître, fut interdit.

Sadate montre ainsi son souci de ne pas laisser se développer un mouvement politique intégriste qui pourrait trouver un écho populaire et apparaître comme une solution de rechange à son régime.

Mais le courant intégriste continue de se manifester, notamment parmi les étudiants. Il semble avoir choisi d'éviter de contester directement Sadate sur sa politique, mais de prendre le terrain religieux comme moyen de mobilisation et de recrutement. C'est ainsi que le Groupement Islamique, surtout présent parmi les étudiants, a organisé à plusieurs reprises des affrontements contre les chrétiens coptes, minorité religieuse assez importante en Egypte. Il cherche également à entretenir un climat de bigoterie religieuse, au nom de la défense des valeurs musulmanes traditionnelles.

Sadate ne combat pas de front ce courant : au contraire même, il cherche à se montrer aussi attaché que lui aux valeurs musulmanes traditionnelles. Cela a été particulièrement flagrant dans les réformes constitutionnelles adoptées en mai dernier par référendum. Le principal but de ces réformes était, justement, l'harmonisation des lois égyptiennes avec le droit islamique.

En tout cas, même s'il est bien loin d'avoir aujourd'hui le caractère et l'influence qu'il a eus en Iran, le courant islamique est sans doute, plus que les courants de gauche, en état de rassembler une éventuelle opposition nationaliste à Sadate. Et c'est bien le drame, pour les masses populaires égyptiennes. Car, est-il besoin de le dire, elles n'ont rien à attendre de ce type de mouvement, profondément réactionnaire. Il peut choisir, certes, de s'opposer à Sadate sur le terrain du nationalisme. Mais il est profondément hostile aux masses populaires.

Sadate cherche à se montrer attaché aux valeurs musulmanes.

AFRIQUE DU SUD

L'Apartheid, une politique de classe contre les travailleurs noirs

Les aspects les plus choquants de l'oppression raciale en Afrique du Sud suscitent généralement la réprobation. Les dirigeants de Prétoria n'hésitent cependant pas à tenter de justifier celle-ci au nom de la richesse et du développement du pays, supérieurs à ceux de tous les autres Etats africains et dont bénéficieraient, d'après eux, également la population noire.

Mais précisément, la richesse et les privilèges de la minorité blanche proviennent de la surexploitation forcée qu'ils n'ont cessée d'imposer à la classe ouvrière, en majorité noire.

Non contente de s'être accaparée les richesses du sous-sol et du sol, d'en avoir exproprié l'ensemble des Noirs, ils ont réduits ceux-ci à un état de travail forcé dont les conditions ressemblent de très près à l'esclavage.

En 1975, les Noirs formaient 90 % des travailleurs de l'agriculture, 90 % de ceux des mines, 60 % des entreprises du bâtiment ou de l'énergie, et 55 % dans les industries de transformation, sans compter les 600 000 occupés comme domestiques dans les familles blanches.

Ces travailleurs, tirés des bantoustans, quand ils ne viennent pas de pays voisins, comme le Malawi qui fournit une partie de la main d'œuvre des mines, sont logés dans des « foyers » où les femmes ne peuvent pas pénétrer, et dont il est interdit de partir sans autorisation. Les grands ghettos, comme Soweto, qui concentrent un million de Noirs, plus que la population blanche de Johannesburg, ont été conçus par le gouvernement, pour éliminer, paraît-il, les nombreux bidonvilles. En réalité, il n'est qu'un bidonville bien plus étendu, où la surveillance et le contrôle de la main-d'œuvre noire ont été facilités pour la police. Cette séparation voulue, organisée par le régime de l'Apartheid veut faire des ouvriers noirs des travailleurs déplaçables à sa guise en évitant toute installation définitive ou même de longue durée. C'est ainsi qu'il a mis en place des bureaux centraux de main-d'œuvre où tous les hommes sont tenus de se présenter et qui répartit les travailleurs en fonction des besoins des patrons.

A côté de ces millions de Noirs, plusieurs centaines de milliers d'ouvriers blancs occupent les meilleurs postes, touchent des salaires de sept à huit fois supérieurs à travail égal, et défendent jalousement leurs privilèges.

Malgré tous les obstacles, les travailleurs africains s'opposent au patronat et au gouvernement. Bien que la grève fut illégale, en mars 1973, plus de 60 000 Noirs observèrent 160 arrêts de travail ou grèves dans des usines différentes, à Durban, défilant dans les villes, semant la peur et la terreur parmi les Blancs. Cette crainte contraignit le gouvernement à augmenter les salaires de 32 à 54 % ! Le Parlement fit même semblant d'autoriser les grèves depuis, mais à des conditions si nombreuses que toutes les grèves depuis 1973 sont illégales et sauvages. Les patrons commencent d'ailleurs systématiquement par licencier tous les grévistes au début de chaque mouvement. Pratiquement toutes ces grèves ont pour but l'augmentation des salaires et la reconnaissance des syndicats, refusée jusqu'à présent. Il y a bien une loi votée en octobre 1979 permettant à tous les Noirs d'appartenir à un syndicat, mais le gouvernement n'enregistre pas ces syndicats, leur interdisant ainsi de traiter avec les patrons.

Depuis 1973, les luttes ouvrières se succèdent en particulier depuis Soweto, et aujourd'hui par exemple dans la province du Cap, seize usines sont paralysées par la grève.

Le régime de l'Apartheid a beau vouloir émietter la classe ouvrière, la faire regagner chaque soir ses cités ghettos, ses hôtels, la faire surveiller par sa police, celle-ci ne peut manquer de se renforcer.

Guy FICHET

Un mineur noir donne ses empreintes pour le passeport qui justifiera de sa présence dans la zone blanche, pendant la durée de son travail.

Les Métis et les Indiens ne veulent plus vivre en liberté surveillée

Les émeutes qui ont embrasé toutes les villes d'Afrique du Sud ont pris une dimension nouvelle avec l'entrée en scène de la population métisse et indienne, particulièrement nombreuse dans les villes des provinces du Cap et du Natal. Jusque-là limitée essentiellement aux masses noires, la révolte contre le régime de ségrégation raciale a gagné Métis et Indiens. C'est l'effondrement du mythe de « l'assimilation possible » des trois millions de Métis à la communauté blanche. Aujourd'hui, les Métis font cause commune avec ceux qui souffrent des mêmes inégalités et des mêmes injustices qu'eux. De même que les Indiens qui, dans les banlieues de Johannesburg et à Durban ont levé eux-aussi l'étendard de la révolte.

L'explosion de colère qui a dressé toute la population de couleur contre l'iniquité du pouvoir blanc semble marquer l'échec de la politique mise en œuvre par le pouvoir blanc du diviser pour mieux opprimer les différentes communautés de couleur.

Car en créant des catégories de citoyens intermédiaires entre les Noirs qui n'ont aucun droit et les Blancs qui monopolisent tout le pouvoir le régime raciste de Prétoria a tenté de dresser Métis et Indiens contre les Noirs. Cette politique, qui consistait à octroyer quelques petits privilèges aux Métis et aux Indiens, comme le droit d'accéder à la propriété, certains droits politiques..., a peut-être pu faire illusion quelque temps. La politique de ségrégation se retourne aujourd'hui contre les racistes blancs. C'était dans la logique des choses. En traitant les Métis à part, en les expulsant du Cap en 1973 pour les regrouper dans des cités-ghettos à l'instar de la population noire, le gouvernement blanc assimilait Métis et Noirs dans une même discrimination. Et toutes les mesures prises par le pouvoir blanc pour préserver ses privilèges de caste ne pouvaient au fur et à mesure que faire ressentir plus durement à la population métisse et indienne l'oppression dont elle était victime elle aussi. Métis et Indiens, après les Noirs, se sont vu exclure de toute une série d'emplois réservés aux seuls Blancs. De 1956 à 1970, ils furent eux aussi privés de la totalité de leur droit de vote pour envoyer des représentants au Parlement et dans les diverses assemblées locales et régionales. Même ce semblant de participation à la vie politique leur était retiré.

C'est contre ce régime de semi-liberté qui lui est réservé que la population métisse et indienne à son tour s'est révoltée. Déjà, en 1976, après l'insurrection du ghetto noir de Soweto, plusieurs milliers de Métis avaient défilé aux côtés des Noirs au centre de la ville du Cap aux cris de « *Black power !* ». Le régime d'Apartheid semble bien avoir réalisé aujourd'hui l'unanimité de tous ceux qu'il opprime contre lui.

G.F.

L'IMPÉRIALISME DERRIÈRE LE POUVOIR BLANC

Devant la violente répression en Afrique du Sud, les grandes puissances ont réaffirmé leurs protestations de forme. Le Parlement néerlandais a voté l'embargo des livraisons de pétrole à Prétoria. Le Parlement de Strasbourg et le secrétaire général de l'ONU ont condamné la ségrégation raciale. Les Etats-Unis ont exprimé leur « préoccupation » et ont demandé à Prétoria de faire preuve de modération. Quant au gouvernement français, après quelques déclarations de principe contre l'Apartheid, il s'est empressé de recevoir le président du gouvernement fantoche que l'Afrique du Sud vient d'installer avec l'aide de son armée en Namibie.

Et cela illustre assez bien l'attitude de l'impérialisme qui n'est pas avare en protestations hypocrites, lorsque la violence et le racisme de l'Etat blanc risquent d'indigner l'opinion publique internationale, mais qui n'a jamais cessé en fait de soutenir ce dernier, et qui n'a cette fois-ci encore rien fait qui puisse inquiéter et gêner les dirigeants de Prétoria.

Car l'Afrique du Sud représente pour le camp impérialiste un allié de choix. Riche de nombreuses sources minières principalement l'or et le diamant, valeurs de plus en plus recherchées en période de crise, pays industrialisé et qui contrôle de fait les richesses des autres Etats noirs voisins sous-développés, l'Afrique du Sud est une chasse gardée de l'impérialisme et lui permet de maintenir son hégémonie dans toute l'Afrique australe. Et il a tout intérêt à préserver l'existence d'un Etat blanc, le dernier d'Afrique, qui est le plus sûr garant de ses intérêts.

Depuis 1974, les puissances impérialistes ont certes été contraintes d'accepter des solutions de compromis avec les mouvements nationalistes noirs, au Mozambique, en Angola puis récemment en Rhodésie. L'impérialisme américain lui-même a pris les devants dans la valse diplomatique, en envoyant ses ambassadeurs y préparer des négociations et des solutions de rechange. Mais il a toujours clairement annoncé qu'il n'envisageait pas une telle évolution en Afrique du Sud. En 1976, Kissinger, alors chef du département d'Etat, déclarait : *« L'Afrique du Sud n'est pas une colonie européenne en Afrique, elle est un des pays d'Afrique. Son évolution ne pourra se faire que sur une plus longue période et avec des méthodes différentes ».* Et depuis il n'a jamais manifesté la moindre opposition ni le moindre désaveu devant la tentative de développement séparé et la création de bantoustans indépendants que prépare Prétoria pour mieux garder une Afrique du Sud blanche.

Bien sûr, ce n'est pas tant le racisme des Blancs sud-africains qui peut gêner l'impérialisme, que la montée de la colère des Noirs. C'est quand celle-ci ne pourra plus garder la situation en mains que l'impérialisme pourrait être éventuellement amené à reconsidérer son soutien total à son fidèle allié.

En attendant, la politique de l'impérialisme américain consiste à laisser les Blancs sud-africains jouer leur propre carte, faire même en sorte qu'ils soient le moins isolés et acculés devant le reste de l'Afrique noire.

En s'imposant à toute la population noire par la violence de leur police, en envoyant leurs blindés et leur armée chasser les nationalistes noirs de Namibie jusqu'en Angola, les Blancs sud-africains défendent la survie de leurs privilèges et leurs intérêts de caste. Mais ils interviennent également en gendarme de l'impérialisme lui-même.

Dominique LEGE

BAS SALAIRES

Ceyrac craint de mettre les patrons sur la paille... mais il y laisse les travailleurs

Cette semaine, sous prétexte que les organisations syndicales CGT et CFDT appellent à une journée d'action contre les bas salaires et réclament respectivement 3.100 et 3.000 F minimum, le patronat est parti en guerre contre les syndicats qui, si une telle revendication était appliquée, mettraient paraît-il en faillite de nombreuses entreprises.

En attendant, ce sont la moitié des salariés qui sont en faillite permanente en raison des salaires pratiqués.

Car les bas salaires sont légion dans ce pays. La moitié des salariés, d'après la presse, ne dépassent pas les 3.400 F nets par mois, et plus d'un tiers ne dépassent pas les 3.000 F nets. Des « smicards » (2.070 F nets !), il y en a deux millions — à peu près 10 % des salariés — et encore n'a-t-on aucun chiffre sur tous les salariés qui n'atteignent même pas le SMIC : travailleurs précaires, jeunes sous contrat, salariés victimes du chômage technique ou du chômage partiel...

Bien sûr, tous les salariés ne sont pas également touchés par les bas salaires. Les industries qui pratiquent le plus massivement des salaires gravitant autour du SMIC sont, dans l'ordre : le textile et l'habillement, l'hôtellerie, le cuir et la chaussure, industrie du bois, le commerce de détail, l'industrie agricole.

La région détermine aussi le niveau des salaires : si on prend comme référence un salaire brut de 3.000 F, on ne compte que 15 % de salariés dans la région parisienne qui ne dépassent pas ce plafond, tandis qu'on en compte plus de 30 % dans le Limousin, le Languedoc, tout l'Ouest et le Sud-Ouest.

Ceyrac, de son côté, dans une interview au Figaro, **déclare qu'un** « relèvement trop brutal du SMIC **(...)** déclencherait un alourdissement des prix de revient des entreprises. Ce serait grave pour l'emploi, comme pour l'inflation ».

Pourtant, ce n'est quand même pas à cause des salaires pratiqués actuellement qu'il y a en France plus d'un million et demi de chômeurs recensés et que le taux d'inflation, si l'on en croit les cinq premiers mois de l'année, risque d'être de 15 % pour 1980 ! Ceyrac ajoute qu'il préconise plutôt, pour relever les bas salaires, « de fixer, par convention collective, dans les différents secteurs professionnels, des salaires minimaux garantis ». **Mais précisément, c'est par ce biais que les industries qui pratiquent les plus bas salaires arrivent à fixer des taux inférieurs au SMIC ! Ainsi la** Vie Ouvrière **donne l'exemple de l'industrie du caoutchouc qui proposait en mars dernier un salaire minimum à 8,95 F de l'heure, alors que le SMIC était alors à 13,66 F, et cite l'usine de chaussure Salamander dans le Haut-Rhin oú les ouvrières payées au rendement n'arrivent pas au niveau du SMIC : 2.013 F brut ! Pour être dans la légalité, le patron verse la différence entre le SMIC officiel et le « salaire » qu'il accorde à ses ouvrières.**

Ainsi, réclamer 3.000 F par mois minimum, ce serait de trop ? Ce n'est pas assez plutôt !

Hélène DURY

FORMATION PROFESSIONNELLE
NOUVEAU PACTE POUR L'EMPLOI

Des cadeaux pour les patrons

L'accord sur la formation professionnelle a dix ans. Barre, au cours du colloque organisé par l'Unesco pour fêter cet anniversaire, a vanté les mérites de cet accord qui concerne chaque année 2,8 millions de stagiaires.

Mais cette formation professionnelle dont Barre vante tant les mérites, à qui profite-t-elle réellement ? A certains travailleurs, sans doute. Et encore, pas spécialement aux OS. Par contre, elle est tout bénéfice pour les patrons. Elle présente d'abord l'avantage, pas négligeable dans la période actuelle, de leur permettre de licencier plus facilement, en envoyant un certain nombre de travailleurs mis à la porte se recycler quelques mois.

D'autre part, elle sert aussi les patrons, dans une bonne mesure, car en améliorant la qualification du personnel, elle leur permet d'améliorer le fonctionnement de leurs entreprises.

Mais si Barre a bien signalé que cette formation professionnelle coûtera en 1980 15 milliards de francs, dont 8 seraient dépensés par les entreprises et 7 versés par l'Etat, il a omis bien sûr de signaler, ce qui va sans doute de soi, que cet argent sera pris une fois de plus dans la poche des contribuables pour être reversé aux patrons.

En fait, lorsque Barre ou n'importe quel autre membre du gouvernement se penche sur le sort des travailleurs, qu'il s'agisse de la formation professionnelle, des jeunes ou de l'emploi, leur préoccupation principale est toujours la même : comment venir au secours de ces pauvres patrons ?

C'est ainsi que le ministre du Travail, Matteoli, vient, lui, de relancer le troisième pacte pour l'emploi, grâce auquel il prétend que 534.000 emplois seront créés d'ici un an.

Là encore, c'est tout bénéfice pour les patrons. Ils disposeront d'une main-d'œuvre à bas prix, payée en partie ou complètement par l'Etat, au travers de divers organismes. Le gouvernement a même fait un petit geste de plus vis-à-vis des patrons, en leur donnant la possibilité de garder les jeunes en « stage d'entreprise » pendant six mois, au lieu de quatre auparavant.

Mais ce n'est pas tout bénéfice pour les jeunes, qui vont être payés au rabais. Et Mattéoli a beau prétendre qu'il lutte aussi contre le chômage et va créer 534.000 emplois, encore devrait-il prouver que ces patrons ne comptaient pas embaucher des jeunes de toute façon — ou même qu'ils n'aient pas licencié des travailleurs plus anciens dans l'entreprise pour profiter de la main-d'œuvre à bon marché qu'on leur propose !

Les patrons ont de quoi être heureux : ils n'ont pas besoin de réclamer, le gouvernement ne prend que des mesures dont ils peuvent se satisfaire.

Trois voyageuses blessées à Garges-Sarcelles (Val-d'Oise)

ATTENTION DANGER : GARE SNCF

Le quai de la gare de Garges-Sarcelles à une heure d'affluence. (ph. LO)

Vendredi 20 juin, trois voyageuses qui attendaient leur train ont été blessées (l'une d'elles a eu la jambe cassée) en gare de Garges-Sarcelles, sur le quai direction Paris. C'est un train rapide venant d'Amiens qui, passant à 7 h 42 sans s'arrêter, a projeté à terre les trois femmes.

La SNCF s'est justifiée en expliquant que le passage de trains directs sur cette voie était exceptionnel et que les usagers avaient été avertis. Il reste qu'il y a un problème dans cette gare.

Les journaux ont insisté pour leur part sur le fait que le quai était bondé. En effet, ce jour-là, les cheminots du dépôt de Creil étaient en grève. Ils étaient aux obsèques de deux de leurs camarades tués dans un accident du travail la semaine précédente à Persan-Beaumont, à cause de la politique de la SNCF qui, en réduisant le personnel, en augmentant la productivité, a porté atteinte aux conditions de sécurité. Et c'est sans doute vrai que le quai était plein et que les voyageurs qui étaient au bord du quai ont eu du mal à se reculer à temps.

Mais ce qui est aussi évident c'est que, de toute façon, tous les jours, la situation de la gare de Garges-Sarcelles est dangereuse.

En effet, alors qu'il s'agit de la deuxième gare de la région parisienne par ordre d'importance du trafic voyageurs, elle ne possède qu'un seul et unique quai en direction de Paris. Qui plus est, c'est un quai peu large (4,50 m et même 2,75 m par endroits) et peu long (les trains de huit voitures y tiennent juste). C'est dire s'il est vite noir de monde le matin, aux heures de pointe. Et même si la fréquence des trains est assez importante (un départ toute les 5 minutes entre 7 h 30 et 8 h), il suffit de peu de choses, d'un retard, d'un train supprimé, comme cela arrive souvent sur le réseau, pour que le quai soit saturé, engorgé, avec tous les dangers que cela comporte pour les usagers.

Cette gare correspondait peut-être au trafic d'avant la construction des cités HLM ; elle est aujourd'hui complètement dépassée et dangereuse. Mais la direction de la SNCF s'en accommode, fidèle une fois de plus au mépris le plus total qu'elle porte aux conditions de transport des usagers.

F.F

Pour quelques dollars, marks ou livres de plus !

Au Conseil des ministres du mercredi 25 juin, le gouvernement avait un petit cadeau dans sa manche pour les entreprises : l'assouplissement du contrôle des changes.

Les mesures présentées par Monory visent en effet à faciliter la vie des entreprises qui importent et exportent.

Ainsi les importateurs de matières premières n'auront, entre autres, plus de délai limite pour réaliser leurs achats en devises et pourront ainsi jouer davantage sur les cours et les fluctuations monétaires. Les entreprises exportatrices pourront de leur côté plus facilement ouvrir des comptes à l'étranger, y réaliser des opérations financières ou bancaires sur place, y investir directement.

Toutes ces mesures ne vont pas changer grand-chose, bien sûr, pour les grands groupes capitalistes qui, contrôle des changes ou pas, font circuler leurs capitaux à grande échelle. Elles vont profiter essentiellement aux petites et moyennes entreprises, celles qui sont assez grosses pour exporter, en réduisant les tracasseries administratives et en leur donnant une plus grande marge de manœuvre pour jouer sur les fluctuations des cours et des monnaies.

Cela risque-t-il de favoriser la spéculation contre le franc, que les mesures de contrôle des changes prises il y a quelques années étaient censées freiner ? Monory a répondu qu'il jouait la carte de la confiance dans la solidité de la monnaie française et celle de la sagesse des chefs d'entreprise. Comme il joue régulièrement la carte de leur comportement raisonnable quand il libère les prix !

On sait bien que Monory ne croit guère à ce qu'il dit, quand il parle de la sagesse des chefs d'entreprise. En tout cas les capitalistes, plus ou moins gros, ont toute raison de faire confiance à Monory : il roule pour eux.

H.M.

Alerte vacances

Seize plages du Finistère (sur 385) sont interdites à la baignade, a déclaré récemment à Quimper le préfet de la région. Et si vous croyez que c'est encore un coup de la marée noire, vous n'y êtes pas ! C'est simplement parce que, dans le voisinage, se déversent un peu trop d'égouts.

Pauvre Bretagne, direz-vous ! Encore elle ! Eh bien, si cela peut consoler les Bretons, à l'approche des congés, la fermeture des plages est une pratique courante, qui n'épargne même plus les lieux à la mode. La Côte d'Azur elle-même doit, tous CRS dehors, empêcher les estivants, qui ont souvent payé très cher leur place au soleil, de se réinstaller là où la mer, comme à Saint-Raphaël l'an dernier, est littéralement transformée en bouillon de culture !

Il paraît que l'an dernier une plage sur dix était polluée, une sur vingt fermée à la baignade... A ce train-là, le choix des vacanciers est de plus en plus simple : ou risquer de s'acoquiner à quelques microbes indésirables, ou accepter, à force de pollution pétrolière, de baigner dans le mazout (ce qui a au moins le mérite de ne pas être contagieux) !

A défaut de nager dans le bonheur !

A.G.

Les vrais saboteurs

Dans une interview qu'il a donnée au journal *Le Figaro,* Ceyrac, le patron des patrons, après avoir proclamé que « *les grèves à répétition dans le service public ne sont plus tolérables* », a ajouté : « *Au moment où tout le monde sait que la bataille économique engagée est difficile, l'arrêt de la production équivaut à un sabotage des efforts faits pour gagner cette bataille* ».

Ainsi, Ceyrac ose traiter les travailleurs qui luttent pour se défendre de saboteurs !

Mais les véritables saboteurs de l'économie, qui sont-ils, sinon les patrons dont Ceyrac est le porte-parole ? Ce sont tout de même eux qui gèrent l'économie. Ce sont eux qui sont responsables !

P.V.

L'évasion c'est cher et c'est pas pour tout le monde

D'après un sondage de la SOFRES publié par *Le Point,* plus de six millions d'habitants (soit 22 % des Français) réduiront cette année leur budget vacances par rapport à l'an dernier ; et seuls 19 % des vacanciers partiront à l'étranger, contre 22 % en 1979.

C'est bien sûr l'effet de la crise, qui touche davantage les revenus des travailleurs que le gouvernement ne veut le faire croire.

Mais il faut dire que, crise ou pas crise, un travailleur sur deux seulement partait en vacances.

dans les entreprises...

URSSAF (Paris)

Les perforatrices en grève, la direction encaisse... les coups

Les perforatrices de l'URSSAF à Galliéni sont en grève depuis le jeudi 19 juin. 75 sur 80 suivent le mouvement.

Elles réclament la reconnaissance de la qualification d'opératrice, alors qu'elles sont toujours perforatrices-encodeuses, bien qu'elles travaillent depuis deux ans sur de nouvelles machines SAGEM. Elles demandent le passage du coefficient 137 à 162.

Les perforatrices d'une autre caisse de la Sécurité sociale, la Caisse primaire centrale, rue de l'Ourcq, sont également en grève depuis le 7 juin pour une augmentation de leur coefficient.

Les perforatrices de l'URSSAF occupent leurs locaux toute la journée. Elles se réunissent chaque matin, discutent de la grève et décident de ce qu'elles feront dans la journée. Des groupes de grévistes sont partis voir des perforatrices d'autres caisses pour étendre le mouvement.

Cela a été efficace puisque, après leur passage, les perforatrices de la CRAMIF ont décidé de se mettre en grève à leur tour le mercredi 25. Et ailleurs la grève est une idée qui fait son chemin...

L'URSSAF est chargée de l'encaissement des cotisations de Sécurité sociale, et la grève des perforatrices empêche ces encaissements de se faire. La direction a beau essayer de faire traiter ces encaissements dans d'autres services, il y en a bien peu qui passent.

La direction est donc touchée directement au portemonnaie. Les grévistes sont bien décidés à continuer jusqu'à satisfaction.

Correspondant LO

CII-Honeywell-Bull (Gambetta-Paris)

Lock-out manqué !

La veille de la grève de l'EDF du mercredi 11 juin, la direction de CII Honeywell Bull a annoncé au personnel des établissements parisiens qu'elle lockoutait l'entreprise pour le lendemain. Il était sous-entendu que nous récupérions cette journée.

Mais une partie d'entre nous n'ont pas marché et, à l'appel des syndicats, nous sommes venus quand même nous montrer à l'usine, histoire de montrer que nous étions là et que nous n'avions pas l'intention de récupérer.

Le lundi suivant, CGT, CFDT et CGC attaquaient la direction devant le tribunal des référés pour contester le lock-out. Et jeudi le tribunal rendait sa décision : la fermeture de l'entreprise était illégale et le système de récupération imaginé par la direction l'était tout autant. De ce fait, la journée devait nous être payée.

Quand on a appris le résultat du jugement, c'était la joie dans les bureaux !

Et la direction peut faire appel, pour nous l'affaire est classée : on ne récupère pas.

Correspondant LO

échos des entreprises

• *Débraye, ça fume !*

On savait déjà qu'il y avait le courrier à 2 vitesses. Mais l'administration trouve que cela va encore trop vite et, pour les vacances, elle a décidé de changer de régime et de passer à une 3e vitesse inférieure.

En effet cette année, à la distribution de Paris 17, il n'y aura très certainement aucun étudiant embauché pour le mois d'août.

Ainsi, il y aura encore plus de quartiers à découvert, et l'administration espère sûrement nous donner à distribuer le courrier qui restera en souffrance.

Mais finalement elle nous a donné des idées et on est d'accord avec sa devise : « En juillet fais ce qu'il te plaît, en août vas-y mou ».

(Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **PTT, Paris 17e).

• *La S.E.V. a les moyens*

La direction fait le chantage à la crise. Mais lors de la même réunion du CCE, elle a présenté son bilan pour l'année 1979. Il en ressort que la SEV est un groupe en bonne santé, jugez-en :

— Chiffre d'affaires : + 13 % ;

Mais les véritables bénéfices se manifestent surtout dans l'augmentation considérable des ressources totales qui est... de 17,4 %.

Et l'ensemble du groupe VALEO va encore mieux. En 5 ans, selon ***L'Equipe*** *(le journal patronal de l'automobile), son chiffre d'affaires a été multiplié par 3, le bénéfice net par 4.*

Alors la direction peut toujours pleurer sur la crise. Elle veut surtout en profiter pour rentabiliser encore plus sa production et en plus essayer d'avoir une main-d'œuvre plus mobile.

(Extrait du bulletin** Lutte Ouvrière **SEV Marshall, Issy-les-Moulineaux).

dans les entreprises...

ROUSSEL-UCLAF (Romainville)

Les travailleurs en lutte pour leurs salaires

Le 25 juin, manifestation dans l'usine. Pour les salariés, rien n'est réglé !

A Romainville, depuis 10 jours, les grève de 24 heures et les débrayages se poursuivent pour les 300 F par mois pour tous et les 4.000 F minimum.

La journée du jeudi 19 juin, 800 travailleurs ont manifesté dans l'usine, sont rentrés dans les services pour élargir la grève, et une centaine d'entre eux sont allés manifester au siège avec les délégations venues des deux usines de province en grève (Neuville et Vertolaye). Nous avons trouvé le siège bouclé ; la direction générale a même fait appel à la police pour nous accueillir. Une vingtaine de travailleurs du siège sortis pour déjeuner, ainsi qu'un directeur scientifique, ne pouvaient pas non plus pénétrer dans le siège pour travailler.

Les manifestants sont rentrés à Romainville en manifestant et en scandant en boutade : « On a eu les flics et pas de fric ».

Comme dans les usines de province, la Fabrication 4 et le Développement chimique industriel ont été presque complètement arrêtés pendant quatre jours. Les 200 ouvriers de fabrication rejoignaient ainsi dans la lutte les ouvriers de fabrication des usines de Neuville et de Vertolaye.

Bien que minoritaires sur l'usine de Romainville, les ouvriers de fabrication avaient bien raison de vouloir bloquer la production. Et ils l'ont fait, malgré les militants du PCF, qui criaient casse-cou.

Aujourd'hui, à la veille des premiers départs en vacances, bien que la direction n'ait encore rien lâché (sinon les 2,5 % prévus par l'UIC), le mouvement est un peu retombé. L'usine de Vertolaye a repris le travail. Mais partout dans les services, le mécontentement continue à s'exprimer contre la direction générale.

Depuis 10 ans Roussel-Uclaf, usine calme, où la direction prône la concertation, n'avait pas connu une telle agitation.

Mercredi 25 juin, des salariés de tous les services ont débrayé et manifesté à nouveau dans l'usine pour montrer que pour eux rien n'est réglé.

Correspondant LO

LMT-THOMSON-CSF (Colombes)

PROTESTATION CONTRE LA « RÉGIONALISATION »

Une journée au 7e étage...

Vendredi 20 juin, à l'appel de la CGT et de la CFDT, les travailleurs des Chantiers LMT-Thomson-CSF (ex-Ericsson) faisaient grève et se rassemblaient au siège de Colombes. Ils protestaient contre la « régionalisation » c'est-à-dire leur rattachement à des centres régionaux, d'où une diminution parfois importante des frais de déplacement et l'alignement sur des conventions collectives régionales, le tout pouvant se solder par des pertes de salaire de 600 à 800 F par mois.

Les travailleurs des Chantiers se rassemblèrent dans l'usine et furent rejoints par des employés de Colombes qui revendiquaient la garantie de l'emploi. La direction, inquiète de tant d'agitation, fit fermer les portes de l'usine. Cela n'empêcha pas les grévistes d'entrer ; par contre les employés du Crédit Lyonnais furent refoulés. Ainsi, ceux qui voulaient retirer de l'argent à la banque de l'usine se sont vu remettre aimablement un bon de sortie par la direction, pour aller chercher de l'argent à l'agence locale. Certains ont pu ainsi profiter d'une petite balade. Les portes fermées, cela ne suffisait pas : la direction fit aussi arrêter les ascenseurs. Mais cela n'a nullement empêché les grévistes de monter aussi au 7e étage pour aller dans ses bureaux.

Une fois là-haut, à plusieurs dizaines, nous nous sommes installés dans le bureau du directeur des relations humaines. Ce monsieur, dont la fonction est de parler et d'avoir des relations avec les employés, n'avait pas l'air très bavard. Les huissiers convoqués pour la circonstance parlèrent de séquestration et pourtant, des dizaines d'entre nous peuvent témoigner avoir vu notre directeur sortir librement pour aller au petit coin !

Le mouvement se terminait vers 18 heures. Les travailleurs des chantiers tenaient à protester contre la restructuration qu'essaie de mettre en place la direction LMT-Thomson-CSF, qui prévoit, outre de nombreuses mutations en région parisienne et vers la province, 5.000 suppressions d'emplois.

Déjà à Colombes, depuis quelques semaines les employés réagissent aussi contre cette restructuration. Réunions de service, délégations, débrayages par secteur rassemblant au total plusieurs centaines d'employés qui se succèdent pour montrer à la direction que nous ne voulons pas les suppressions d'emploi et les mutations qu'elle cherche à nous imposer.

Correspondant LO

ÉCHOS DES ENTREPRISES

ALLOCATIONS FAMILIALES LE CLIENT N'EST PAS ROI !

Plus de guichet le samedi !

La direction fait des tentatives pour fermer définitivement les guichets le samedi matin. Déjà elle tente de réduire le nombre de guichetières le samedi dans les Unités de gestion.

La direction prend prétexte du développement de l'informatique et de l'ouverture des UG dans les banlieues pour fermer les guichets, car ainsi le retard serait rapidement résorbé. Mais actuellement, on en est loin.

De plus, la direction obligerait ainsi les allocataires à perdre une journée de salaire pour régler leurs problèmes. Mais de cela, elle s'en moque.

Quant aux guichetières, cela leur supprimerait la journée de repos à prendre dans la semaine, en compensation du samedi. Et elles non plus, cela ne les arrange pas. Mais voilà, il fait faire des économies, alors...

Courrier en souffrance

L'Unité de gestion de Pantin a ouvert début avril.

Mais, comme d'habitude, la Caisse a prévu trop peu de personnel : ainsi malgré deux mois de fonctionnement, il y a douze mille courriers en souffrance encore aujourd'hui

Alors, à quand la création de postes supplémentaires ? On y songe, paraît-il. Mais patience, la direction a demandé pour cela une étude chiffrée au « Bureau d'études et de méthodes ».

Si la direction souhaite savoir combien d'agents il manque, qu'elle s'adresse aux premiers concernés, les employés. Mais c'est si facile de se retrancher derrière de savantes statistiques !

(Extraits du bulletin Lutte Ouvrière **CAF Paris.)**

CITROËN (Épinettes)

La coupe est pleine

Aux Epinettes, des travailleurs avaient organisé eux-mêmes un match de football entre une équipe d'outilleurs et une équipe de dessinateurs. Les outilleurs ayant remporté la coupe l'exposèrent dans leur atelier.

Un contremaître, pour qui tout ce qui ne vient pas du ciel directorial est maudit, s'empara furieusement de la coupe et la jeta sur le bureau du chef d'équipe. L'atelier s'arrêta aussitôt de travailler et les dessinateurs prévenus descendirent de leur bureau.

Devant cette réaction, le chef en question dut faire des excuses. La coupe reprit sa place. Le plus furieux dans l'histoire était l'agent de secteur qui fulminait contre le contremaître : « On met un an pour récupérer les jeunes et lui, en cinq minutes, il casse tout ».

Correspondant LO

NORTON

(La Courneuve)

Comment on expédie les malades

Le lundi 5 juin, un travailleur de l'Emballage était pris de violents maux de reins à son poste de travail.

Transporté à l'infirmerie, il fut fait appel à un taxi pour le transporter à l'hôpital. Le chauffeur de taxi a refusé de prendre ce travailleur en charge, effrayé par son état. Et ce n'est que devant ce refus qu'une ambulance fut finalement appelée pour son transport. Ces démarches ont duré une heure et demie !

Et cette situation n'est pas nouvelle chez Norton. Il y a quelques mois, à la suite d'un cas semblable, une pétition avait circulé parmi les travailleurs qui réclamaient que les blessés et les malades soient systématiquement transportés en ambulance, à l'hôpital et accompagnés par une personne au courant des circonstances de l'accident ou des malaises. Rien que le fait que cette pétition ait été nécessaire pour obliger la direction à prendre certaines précautions élémentaires montre le peu de cas que les patrons font de la santé des travailleurs !

A la suite de la pétition, le médecin de l'entreprise avait publié une note dans laquelle il se déclarait seul habilité à juger du moyen de transport approprié. En tout cas, il vient de se faire moucher par un simple profane, un chauffeur de taxi qui, sans être compétent, a fait en l'occurrence preuve de plus de responsabilité !

Une nouvelle intervention des organisations syndicales semble avoir définitivement réglé ce problème. Le médecin s'est engagé à faire appel à une ambulance pour tous les transports à l'hôpital.

Un engagement qu'il faudra vérifier de près !

Correspondant LO

LIVRES LIVRES LIVRES

« Muchachos »

Nicaragua : journal d'un témoin de la révolution sandiniste par Francis Pisani

Journaliste, entré clandestinement au Nicaragua avec des guérilleros sandinistes, Francis Pisani les a suivis dans leurs combats contre la dictature somoziste du 2 au 19 juillet 1979, date à laquelle, la Garde nationale défaite et Somoza en fuite, le régime s'est effondré.

Le livre débute par un bref rappel historique relatant la façon dont le régime fut mis en place grâce à l'aide des Etats-Unis, et comment la famille Somoza, véritable dynastie au pouvoir depuis 1933, a fait main basse sur la majeure partie des richesses du Nicaragua et imposé une dicatature féroce à la population. Il rappelle aussi qui fut Sandino, guérillero luttant contre le régime à la fin des années 1920, et l'historique du Front Sandiniste.

Mais l'essentiel du livre reste le reportage. Ville après ville, de la frontière nord jusqu'à la prise de la capitale, Managua, Francis Pisani a accompagné les Sandinistes ; il a vécu avec eux, participé à leurs combats, fêté avec la population les victoires remportées contre les troupes somozistes. Et tous ces événements auxquels il a participé, il les raconte avec chaleur. Car ses sympathies vont toutes du côté des « Muchachos », de ces très jeunes hommes et femmes qui, à une poignée, souvent sans armes, n'ayant que leur seul courage et la volonté de vaincre face à la Garde nationale, pourtant entraînée et bien équipée, ont réussi à gagner la confiance de la population et, grâce à son aide, ont pu abattre le régime.

L'intérêt du livre ne réside cependant pas uniquement dans la simple relation des événements. A travers eux, à travers aussi le portrait de quelques militants sandinistes et des textes théoriques de leurs dirigeants, il permet de mieux connaître ce que fut cette révolution, quels hommes l'ont faite,et quels étaient leurs buts politiques.

La plupart des guérilleros sont des petits bourgeois citadins, résolus à prendre les armes pour lutter contre le régime et prêts à y laisser leur vie. Mais s'ils se nomment « marxistes », s'ils se disent prêts à « lutter pour le peuple », ils se refusent à envisager de voir ce même peuple — ouvriers et paysans pauvres — exercer le pouvoir. Certains faits rapportés par l'auteur sont en ce sens significatifs : le premier soin des Sandinistes, dans les villes qu'ils libèrent, est de remettre le pouvoir entre les mains d'une junte composée de notables (médecins, avocats, etc.), non compromis avec le régime somoziste, certes, mais bien décidés à garder le contrôle de la situation. Et quand se créent des comités composés de travailleurs, les Sandinistes ont bien soin de limiter leurs activités à des tâches de répartition de la nourriture ou d'hygiène publique...

Il y a peu d'ouvrages sur le Nicaragua. Pour les informations qu'il apporte et la manière vivante avec laquelle l'auteur témoigne de ce qu'il a vu, ce livre est intéressant.

Marianne LAMIRAL

Muchachos ***de Francis Pisani. Ed. Encre. 355 p. 65 F environ.***

réédition

« La conception matérialiste de la question juive »

d'Abraham Léon

La conception matérialiste de la question juive qui était quasiment introuvable, vient de reparaître aux éditions EDI. L'auteur, Abraham Léon, après avoir été un militant « sioniste de gauche » à l'Hachomer Hazair, avait rallié le trotskysme en 1936 et militait dans les rangs de la IVe Internationale en Belgique, lorsqu'il fut déporté à 26 ans à Auschwitz.

C'est en pleine période d'occupation allemande qu'il écrivit ce livre pour clarifier ses idées à l'égard du sionisme et donner une explication de la persistance à travers deux millénaires d'un peuple juif, bien que celui-ci ait été dispersé à travers le monde et sans territoire ni langue commune.

En reprenant une idée de Marx, que les Juifs formaient un « peuple-classe », c'est-à-dire qu'ils tiraient leur unité et leurs traditions de leur fonction sociale, A. Léon entreprit d'en donner une explication historique et économique. Et celle-ci a le mérite de s'opposer radicalement à toutes les conceptions idéalistes qui expliquent l'histoire du judaïsme au moyen de la religion ou encore des persécutions sans voir que ce sont celles-ci qui sont des produits de l'histoire et des rapports sociaux.

Dans les sociétés antiques et féodales, ceux des Palestiniens partis dans l'émigration et qui étaient devenus des riches marchands, lettrés et possédant des masses monétaires importantes, gardèrent longtemps un statut privilégié. Dans l'économie féodale, orientée vers la seule production de valeurs d'usage, les nobles et les rois en quête d'argent et de produits de luxe orientaux, firent appel à eux comme commerçants, banquiers, voire comme principaux trésoriers du fisc.

C'est l'apparition des grands centres de l'artisanat et d'une bourgeoisie commerçante aux 12e et 13e siècles qui marqua la fin de ce rôle pour les Juifs et le début des persécutions, des confiscations de biens, et des expulsions. Les communautés juives purent subsister dans les pays retardataires où persistait une économie féodale, certains d'entre eux purent exercer encore avec succès pendant quelques siècles leur fonction dans le commerce ou l'usure. Mais le développement du capitalisme anéantit les bases sociales sur lesquelles le judaïsme s'était maintenu. A certaines époques et dans certains pays, les Juifs purent à nouveau s'assimiler et se recréer des nouvelles bases économiques d'existence. Mais là où s'installa le chômage chronique et la misère pour des millions de paysans, dans les pays d'Europe orientale, où les communautés juives étaient les plus nombreuses, une telle assimilation fut impossible. Et l'antisémitisme, les pogroms se multiplièrent à la fin du 19e siècle pour atteindre leur paroxysme avec la crise mondiale et le nazisme.

La notion de peuple-classe apparaît parfois comme un peu schématique, l'explication qu'en donne Léon laisse dans l'ombre une certain nombre de faits — la documentation forcément restreinte qu'il put réunir sous l'occupation allemande l'explique sans doute en partie.

D'autre part, et pour cause, l'ouvrage ayant été écrit en 1942, le problème juif a connu d'autres développements que le sionisme n'a d'ailleurs pas réglé, loin de là.

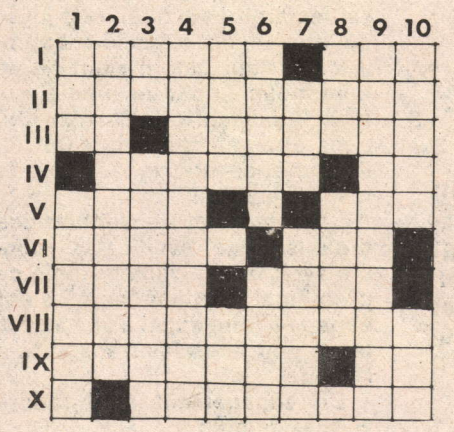
Mais malgré ses limites, la démarche de Léon est intéressante et elle éclaire l'histoire de ce peuple, survivance du Moyen Age, persécuté maintes fois sous le capitalisme moderne... et entraîné dans un nouveau piège par le sionisme.

Dominique LEGER

La conception matérialiste de la question juive *d'Abraham Léon. Editions EDI. 200 p. 50 F environ.*

Les pogroms se sont multipliés depuis le XIXe siècle pour atteindre leur paroxysme avec la crise mondiale et le fascisme.

Mots croisés



HORIZONTALEMENT. — I. Son feu ne brûle pas. Quatrième pour l'instant. — II. Elles n'ont pas eu besoin de dire oui. — III. Personnel. Convias. — IV. Louches activités. Note. — V. Château espagnol. Connu pour sa dépêche. — VI. Qui fait faire la grimace. Souvent au sol. — VII. Dirigea. Un gros trou dans le Puy-de-Dôme. — VIII. Appelées. — IX. Qui n'en finit pas. Peinture. — X. Parfois désordonnée quand elle est ordonnée.

VERTICALEMENT. — 1. On aime souvent plus le petit que le grand. Colombin. — 2. Sans précipitation. — 3. Demi-Gavroche. Vendre la mêche. — 4. A suivre. — 5. Pas nu. A manier avec précaution. — 6. Dans la famille. Donner un coup de fer. — 7. Situé. N'apprécia pas une lumière. — 8. Assiste au lever. Il soufflait... à l'envers. — 9. Précède la guerre. — 10. Bons pour pendre. Il a raconté bien des mystères.

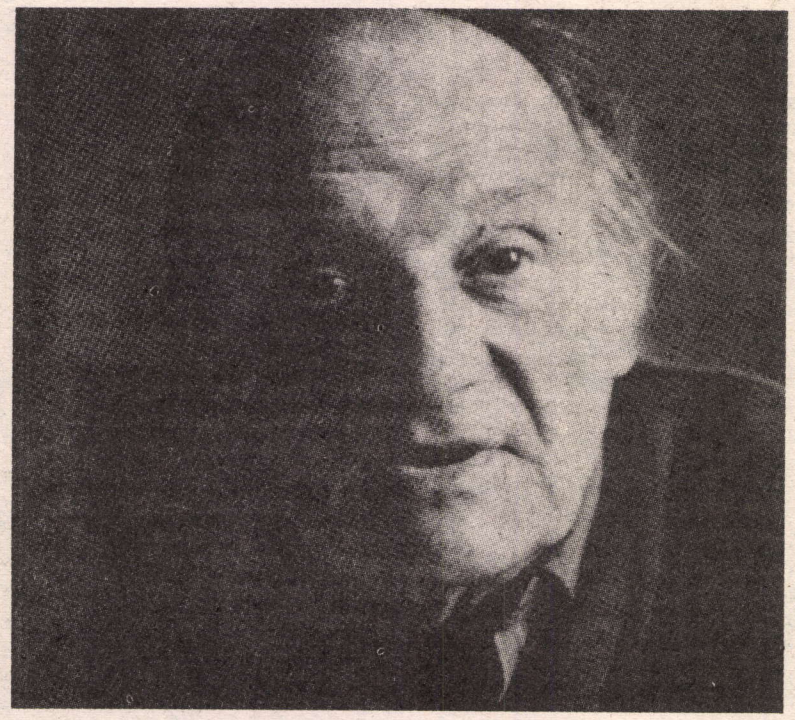
Solution du problème précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	c	a	c	h	o	t	i	e	r	e
II	a	r	r	i	v	a	n	t	e	s
III	s	o	u	l	e	v	e	r	■	s
IV	s	u	■	a	s	e	x	u	e	e
V	e	e	■	r	■	r	a	s	a	■
VI	r	t	■	e	u	n	u	q	u	e
VII	o	■	a	s	■	e	c	u	■	n
VIII	l	e	v	■	e	■	e	e	■	f
IX	e	m	e	t	t	r	e	■	r	i
X	s	u	c	c	e	s	s	i	o	n

LIVRES LIVRES LIVRES

«Seul dans la vie à 14 ans» — «Le feu sacré» de Henry Poulaille

Les éditions Stock commencent la réédition des œuvres de Henry Poulaille, décédé il y a quelques mois. Le feu sacré **est le premier tome d'une série de trois du livre** Seul dans la vie à quatorze ans. **Il s'insère dans la série autobiographie de Poulaille entre** Les damnés de la terre **et** Pain de soldat **et couvre la période 1911-1914. Ce livre était inédit, Henry Poulaille, profondément marqué par la Première Guerre mondiale, ayant préféré publier** Pain de soldat **et** Les rescapés **avant tout.**



Dans les deux premiers volumes de son autobiographie, Poulaille enfant racontait la vie de ses parents. De son père charpentier, militant anarcho-syndicaliste et de sa mère canneuse de chaises. Ayant perdu très tôt ses parents, son père se tuant dans un accident du travail et sa mère mourant de tuberculose, Henry Poulaille, Louis Magneux dans le livre, se retrouve seul dans la vie à quatorze ans. Garçon de course dans une pharmacie, vivant seul dans une chambre meublée, Magneux se passionne pour la lecture, surtout pour les écrivains anarchistes qu'il avait découverts dans la bibliothèque de son père. Pris d'une véritable frénésie d'apprendre, de tout connaître, il dépense le peu qu'il gagne à acheter des livres et des revues, il passe ses nuits à lire et à découper dans les revues les articles qui l'intéressent et remplit des cahiers de notes et de bibliographies. Mais prenant conscience que la vie n'est pas seulement dans les livres et sans doute aussi pour briser sa solitude, Magneux va chercher à entrer en contact avec des groupes anarchistes. Il deviendra l'ami de plusieurs d'entre dont un protagoniste de la bande à Bonnot, ce qui constituera le sujet du tome suivant.

Le jeune Magneux, surtout plongé dans ses livres, parle peu des événements de l'époque, et l'univers de la pharmacie dans laquelle il travaille, s'il n'est pas sans intérêt, reste un peu limité.

Mais il y a **« le feu sacré »** de ce jeune, ses efforts pour apprendre et comprendre. Rien que pour cela, cela vaut le coup de lire ce roman, même s'il n'est pas le plus intéressant des romans de Poulaille.

Pierre CHAMBEY

Seul dans la vie à quatorze ans : le feu sacré **de Henri Poulaille. Ed. Stock. 260 p. 60 F environ.**

«Fort Saganne» de Louis Gardel

Fort Saganne retrace la vie du lieutenant Saganne qui fut, peu avant la Première Guerre mondiale, un « héros colonial » : il participa à la mainmise de l'impérialisme français sur le Sahara.

L'auteur ne cache pas ses sympathies pour Saganne. Ce dernier, formé au moule militaire par son père, ancien adjudant colonial, partit chercher l'aventure dans les colonies. Ses principes moraux, son éducation militaire, le conduisent souvent à des comportements pas reluisants dans sa vie privée. Mais cet ouvrage nous le montre aussi, entre autres, à travers les extraits de sa correspondance, comme un militaire incapable d'une déloyauté consciente, et ne méprisant pas forcément ses adversaires arabes ou nomades du désert.

Ce lieutenant arrive dans un milieu colonial que l'auteur décrit par contre sans ménagement. Administrateurs civils, chefs militaires, curés, y compris le fameux père de Foucauld, sont imbus de leurs personnes. Ils crient d'autant plus fort qu'ils ont le bras plus long, vivent d'intrigues, de mesquineries, de caprices. N'arrivant pas à s'adapter à ce milieu, Saganne est envoyé dans un poste perdu au fond du Sahara, où les différentes tribus nomades mènent une lutte ininterrompue. Il meurt au cours de la guerre de 1914.

Malgré la complaisance évidente de l'auteur pour son personnage, *Fort Saganne* montre sans trop de détours comment la prétendue mission civilisatrice de la France s'est imposée aux peuples du Sahara à la pointe du sabre et avec la bénédiction du goupillon.

Gaston DEVAU

Fort Saganne **de Louis Gardel. Ed. Seuil. 45 F environ.**

Sélection télé

SAMEDI 28 JUIN

21 h. TF1. Concert Beethoven. Un événement : en direct du théâtre des Champs-Elysées, le violoniste Isaac Stern avec l'Orchestre national de France dirigé par Claudio Abbado jouent notamment un concerto pour violon et orchestre ainsi que la 7e symphonie de Beethoven.

DIMANCHE 29 JUIN

20 h 30. TF1. Film : **L'affaire Thomas Crown** de Norman Jewison (1968). Quand un directeur de banque organise le hold-up de la banque dont il est directeur... Un film policier avec Steve Mac Queen et Faye Dunaway.

22 h 35. A2. Par amour, par hasard le nord. Comment vivent aujourd'hui les habitants de Courrières qui n'ont pas oublié qu'en 1906, 1 200 mineurs périrent dans la mine pour que vivent les profits.

22 h 35. FR3. Cinéma de Minuit : Big house de Paul Fejos (1930). Doublé en français, un film sur les prisons qui, en son temps, avait conduit à quelques réformes du système pénitenciaire américain.

LUNDI 30 JUIN

20 h 30. TF1. Au-delà du futur. Un film de science-fiction, **Les rescapés du futur,** de Richard T. Heffron (1976) pour introduire le débat : faut-il changer nos rythmes de vie ? Parmi les invités, outre le représentant du gouvernement — « délégué à la qualité de la vie » — des scientifiques, notamment le biologiste Henri Laborit.

20 h 30. FR3. Film : **La nuit des généraux** d'Anatole Litvak (1966), avec Peter O'Toole, Omar Sharif. D'après un roman de HH Kirst, adapté par James Hadley Chase, d'un film policier qui a pour cadre les hautes sphères de l'armée allemande à Varsovie en 1942.

20 h 35. A2. Question de temps. Sur la sellette, ce soir, l'alcoolisme. L'alcool cette drogue légale tue 100 000 personnes par an et en diminue deux millions chaque année en France. L'émission doit mettre face à face accusateurs (journalistes, professeurs, télespectateurs) et accusés (hommes politiques, responsables du gouvernement, producteurs et distributeurs de boissons alcoolisées, etc.).

MARDI 1er JUILLET

20 h 30. A2. Les Dossiers de l'écran. Un téléfilm américain permettra de lancer le débat sur un problème des pays sur-développés : les régimes amaigrissants.

20 h 30. FR3. Film : **La maîtresse de fer** de Gordon Douglas (1952) avec Alan Ladd. Une évocation du héros légendaire de l'histoire de l'Ouest américain, Jim Bowie.

MERCREDI 2 JUILLET

20 h 30. FR3. Film : **Le diable dans la boîte,** de Pierre Lary (1976) avec Jean Rochefort et Michel Lansdale. Un cadre menacé d'être licencié sème la pagaille dans son entreprise.

21 h. TF1. 1947 : La première crise de la IVe République. Le 4 mai 1947, les ministres communistes quittent le gouvernement. Leur participation gouvernementale a assuré l'ordre en France et permis de remettre l'économie capitaliste en marche. Cette tâche accomplie, la bourgeoisie n'a plus besoin d'eux. D'autant plus que c'est le début de la guerre froide et que le PCF est inféodé à l'URSS. Mais c'est à l'occasion de la grève chez Renault, déclenchée à l'initiative des militants trotskystes de notre tendance, que se fit le départ des ministres communistes. Sur cette question, Jean Ferniot présente sa version des événements en privilégiant, dit-il, la version « Vincent Auriol » de ces journées, c'est-à-dire le point de vue du président de la République, qui était aussi un des hommes célèbres de la SFIO, le Parti Socialiste de l'époque.

Alors, ne nous faisons pas trop d'illusions, sur l'émission et ne comptons pas trop y voir retracés ni les méfaits réels de la politique du PCF, ni les circonstances de la grève de Renault, qui poussa le PCF à sortir du gouvernement avant d'en être vidé. Participeront au débat le journaliste Jean Ferniot, responsable de l'émission, JN Jeanneney, René Rémond, spécialiste de l'histoire de la droite, Jean Bruhat, historien du PCF. Autant dire qu'on entendra surtout parler de ce que faisaient ceux d'en haut, puisqu'il n'y a personne pour faire entendre le point de vue des travailleurs de l'époque.

JEUDI 3 JUILLET

20 h 30. TF1. L'odyssée sous-marine. Réalisé par le commandant Cousteau, un film pour évoquer les trésors enfouis dans les mers.

20 h 35. A2. Film : **Ah ! Les belles bacchantes** de Jean Loubignac. Un film loufoque avec la troupe Branquignols. Avec Robert Dhéry et Louis de Funès.

21 h 30. TF1. Théâtre : **Le fourbe de Séville.** Cette pièce de Tirso de Molina, au festival d'été de Sarlat l'été dernier où est enregistrée la première version de **Dom Juan.**

22 h 05. A2. Anna Prucnal, chant conversation. Comédienne et chanteuse, Anna Prucnal, originaire de Pologne, parle de sa vie et chante avec fougue en français et en d'autres langues.

VENDREDI 4 JUILLET

21 h 35. A2. Apostrophes. Sur le thème du souvenir et de la nostalgie, avec Léo Ferré, Pierre Jakez Heliaz, et Jean Anglade, dont les livres, **Les ventres jaunes** et **La bonne rosée,** racontent l'histoire des couteliers de Thiers de 1833 à 1936.

23 h 05. A2. Ciné-club : **Allemagne, année zéro** de Roberto Rossellini (1947). Une évocation de l'Allemagne au lendemain de l'effondrement du IIIe Reich, à travers la vie de quelques enfants. Tourné sur place avec des acteurs non professionnels, ce film est un échantillon de ce qu'on a appelé le « néo-réalisme » italien.

LIVRES LIVRES LIVRES

«LE SEIDER DE VARSOVIE»

d'Ilya Kontantinovski

Ilya Konstantinovski, écrivain soviétique d'origine juive, raconte dans *Le Seider de Varsovie* — un livre qu'il a choisi de publier à l'étranger — un voyage qu'il fit en Pologne en 1970. Il allait voir quelques amis, intellectuels, hauts cadres de l'Etat polonais, Juifs comme lui. Il ne décrit pas la vie en Pologne, mais la propagande et les mesures antisémites qui, au cours des années 1970, étaient menées en Pologne par la presse officielle et les autorités.

Les faits qu'il dévoile sont peu nombreux : un haut fonctionnaire juif perd son travail ; un autre de ses amis a envoyé sa famille en province, par précaution ; la fête du Seider, la Pâque juive, est célébrée à Varsovie presque clandestinement. Les faits sont minces : cela tient, d'après l'auteur, à ce qu'il cherche à brouiller les pistes pour ne pas dévoiler ses amis à la police.

Mais il rend compte du climat d'inquiétude et d'abattement qu'il a trouvé chez les Juifs, désorientés par ce nouvel antisémitisme officiel, dans la Pologne soi-disant socialiste d'après-guerre où ne restaient 25 ans après la destruction du ghetto de Varsovie que quelques dizaines de milliers de Juifs. Devant les menaces nouvelles bon nombre d'entre eux se résolurent à abandonner leur nationalité polonaise et à émigrer, comme le leur « conseillait » vivement la propagande officielle.

Pourquoi les désignait-elle comme boucs émissaires ? Les questions angoissées de ses amis, auxquelles l'auteur était incapable de répondre, et ses propres réflexions constituent une bonne part du livre.

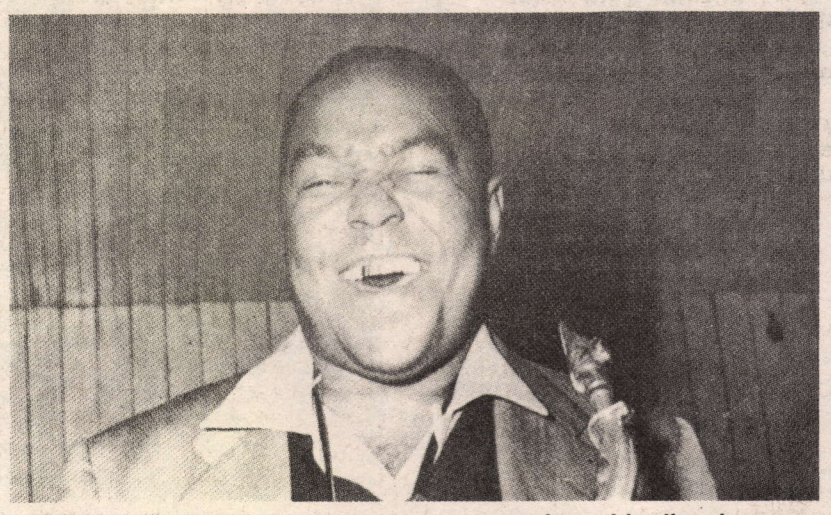
Le Seider de Varsovie ne décrit pas les circonstances qui ont poussé le gouvernement polonais à lancer cette campagne odieuse. Il n'en donne ni l'étendue, ni l'impact qu'elle a eu dans la population. Mais il apporte un témoignage de ces menées antisémites officielles. Et qu'elles aient pu exister juge cet Etat polonais qui ose se prétendre socialiste.

Gaston DEVAU

Le Seider de Varsovie *d'Ilya Konstantinovski. Ed. NRF Gallimard. Coll. du Monde Entier. 172 p. 40 F environ.*

«BIRD, LA VIE DE CHARLIE PARKER»

de Ross Russel



Cette biographie du grand saxophoniste Charlie Parker évoque l'histoire du jazz et son évolution autour des années 1940.

Né à Kansas City en 1920, Charlie Parker passa sa jeunesse dans le ghetto noir qui n'avait pas encore produit les grands noms du jazz mais qui, avec la multiplicité des boîtes et des clubs, était une serre-chaude pour les jeunes apprentis jazzmen. C'est là que s'est formé l'orchestre de Count Basie. Et toute la ville résonnait d'une musique musclée, entraînante, qui puisait ses origines dans le blues et le boogie-woggie.

Tout jeune, Parker resquillait pour écouter cette musique qu'il adorait puis pour la jouer sur un vieux saxo rafistolé. Mais vite il eut d'autres idées en tête. Et nous assistons à toutes ses tentatives d'autodidacte qui l'ont amené avec d'autres, comme Dizzy Gillepsie, à renouveler les vieux thèmes de leurs improvisations en mettant à l'honneur la batterie et la contrebasse.

Mais ce livre retrace surtout les péripéties de la vie de Parker. Volontiers provocateur dès qu'il s'agissait de défendre sa dignité de Noir, il refusait le rôle de simple amuseur public dans lequel les musiciens noirs furent longtemps cantonnés. Véritable force de la nature et en même temps incapable de régler sa vie pratique, il dévora sa vie par les deux bouts, mourant à 35 ans, épuisé par la drogue et l'alcool qu'il déconseillait pourtant vertement à ses amis. Sa négligence et la roublardise des compagnies de disques font que, depuis sa mort en 1955, sa famille n'a jamais pu toucher un sou sur son œuvre.

Ce livre romancé et agréable à lire, donne envie d'écouter la musique de celui qui a inspiré depuis à peu près tous les musiciens de jazz.

Jacques FONTENOY

Bird, la vie de Charlie Parker *de Ross Russel. Ed. Filipacchi. 370 p. 70 F environ.*

«LE REFLET DU BRASIER»

de Iouri Trifonov

C'est en 1966 que Iouri Trifonov a écrit la biographie de son père, Valentin Trifonov, militant de la vieille garde bolchévique.

Comme de nombreux militants, Valentin Trifonov passa par la difficile école de la clandestinité dans la Russie tsariste. Il connut les bagnes et l'exil, les privations et les châtiments corporels. En 1917, Trifonov participa au commandement de la Garde rouge de Moscou, puis fut membre du Commissariat du Peuple à la Guerre pendant la guerre civile. En particulier, il aurait commandé sur le front du Caucase aux côtés d'Ordjonikidzé, en 1918. En 1938, il disparut dans les geôles staliniennes.

Le récit n'est pas toujours facile à suivre et s'arrête à la fin de la guerre civile. A l'aide de notes de son père, de télégrammes, de documents divers, dont d'ailleurs l'auteur ne donne pas toujours la référence précise, il dépeint certains épisodes des années qui suivirent la Révolution d'Octobre de façon assez décousue. De plus, ce qui est quand même surprenant pour un livre dont la majeure partie est consacrée à la guerre civile, l'auteur — qui se défend d'être stalinien — escamote complètement le rôle de Trotsky en tant que fondateur et dirigeant de l'Armée rouge, sauf pour en citer son nom à l'occasion d'un différend qui opposa son père à Trotsky, en 1919, sur le front du sud.

Enfin, certaines affirmations dont on ne retrouve pas de trace dans les histoires de l'époque, comme « l'occupation de Moscou par les Allemands » qui aurait eu lieu selon l'auteur en 1918, retire bien de la crédibilité à ce livre.

Stéphane HENIN

Le reflet du brasier *de Iouri Trifonov. Ed. Gallimard. 200 p. 50 F environ.*

Réédition

«LES GUICHETS DU LOUVRE»

de Roger Boussinot

Le livre dont s'était inspiré le film *Les guichets du Louvre* vient d'être réimprimé dans une collection de poche.

Le 16 juillet 1942, la police parisienne, aidée de volontaires membres du PPF, organisa une gigantesque rafle contre les Juifs. 30 000 hommes, femmes, enfants et vieillards furent ainsi ramassés et envoyés dans des camps de concentration.

Roger Boussinot nous montre cette horrible journée à travers les yeux d'un jeune étudiant. Averti des arrestations massives, il se promène dans les rues du Marais pour essayer d'aider quelques Juifs à franchir les barrages installés dans le quartier

Mais ses interventions naïves et maladroites ont bien du mal à convaincre ceux qu'il aborde dans la rue. Des femmes pensent que c'est un dragueur, une vieille, inquiète pour son sac à provision qu'il lui prend, n'accepte de le suivre que quand elle se rend compte qu'il n'est pas un policier. Il ne peut rien contre le désespoir de celui qui se suicide et la résignation de tous ceux qui ne voient pas d'autres solutions que d'accepter leur déportation.

En montrant ce qu'était l'antisémitisme bien français et l'indifférence d'une bonne partie de la population qui, tout en condamnant les arrestations, ne levait pas le petit doigt pour les empêcher, Roger Boussinot écrit ce que bien des écrivains ont préféré taire sur cette période.

Joëlle GERARD

Les guichets du Louvre *de Roger Boussinot. Ed. Folio. 7 F environ.*

«VOLTAIRE»

de Jean Orieux

Ce livre est la réédition de la biographie de Voltaire que Jean Orieux, un universitaire, avait publiée en 1966.

On y trouve un récit de la vie de Voltaire, qui fait partie des intellectuels, les « philosophes des Lumières », comme Diderot et Rousseau — par ailleurs son ennemi personnel — dont l'œuvre critique annonce la chute de la royauté et la Révolution française.

Son combat contre l'intolérance religieuse, sa lutte pour la réhabilitation des victimes comme Calas ou le Chevalier de la Barre qui ont assuré à Voltaire sa place à la postérité, sont bien montrés dans ce livre. Quant à sa vie elle-même, le récit en est riche. Voltaire a tout fait : satiriste, auteur dramatique, acteur, metteur en scène, philosophe, vulgarisateur scientifique (introducteur de Newton en France), conteur, courtisan, espion pour Louis XV, poète, voyageur, financier capitaliste, éditeur, correspondant de guerre (à la bataille de Fontenoy), librettiste pour un opéra de Rameau, historien, académicien, nègre littéraire, conseiller royal de Frédéric II, réformateur de l'orthographe, traducteur (de Shakespeare), crtitique littéraire, inventeur (d'un char de combat !), éleveur, horticulteur, tanneur, fabricant de montres, etc.

Avec une vie aussi bien remplie et avec un biographe de talent, ce livre est passionnant.

Jacques FONTENOY

Voltaire *de Jean Orieux. Livre de Poche. 24 F environ.*

« The long riders »

« Le gang des frères James »

Une nouvelle fois, l'histoire de Jessie James, dévaliseur de banques et de diligences a été portée à l'écran. Mais cette fois le film échappe un peu au genre traditionnel du western. La légende des bons bandits, pillant comme Robin des Bois pour les pauvres, est escamotée. Ni bons, ni très sympathiques, les frères James, Younger et Miller, au nombre de sept qui composent le gang, ne nous sont pas pour autant dépeints non plus comme des brutes sanguinaires. Le metteur en scène a voulu montrer leurs attaches sociales et familiales qui expliqueraient leur personnalité et leur comportement.

Dans le cadre verdoyant du Missouri, un état non-esclavagiste mais sudiste, les propriétaires n'ont pas accepté la victoire des nordistes qu'ils considèrent comme des ennemis et des occupants. Les frères James, Younger et Miller, après avoir combattu dans les troupes sudistes pendant la guerre de Sécession, sont démobilisés. Mais que faire d'autre quand on a appris à se battre et à tuer ?

Leur première attaque contre une banque nordiste, se passe bien pour eux. Ils continueront en en faisant un moyen de vivre.

Les voilà qui sillonnent le pays au milieu de la complicité générale d'une population marquée par la guerre civile. Entre deux coups de main et deux chevauchées, James et les siens vivent tranquilles sans se dissumuler le moins du monde. Certains fréquentent les cabarets de la ville où ils perdent l'argent volé. Jessie rêve de se marier, de fonder une famille et de s'installer auprès de sa femme. Pour être gangster, il n'en est pas moins fils de prédicateur, conformiste et... fleur bleue. Ce qui nous vaut d'assister à un banquet champêtre très réussi, auquel tout le pays est convié, pour fêter avec les flons-flons son mariage.

Puritains, attachés à la famille, par bien des aspects réactionnaires, et un peu dandys, sur les bords, tels nous apparaissent ces bandits. En face, les agents Pinkerton envoyés par les banques nordistes pour s'emparer du gang, se heurtent à un mur d'hostillité. Utilisant tous les moyens dont la traîtrise et les meurtres pour leur chasse à l'homme, ils n'ont guère le beau rôle.

L'action est parfois un peu lente, la scène de la tuerie finale, orchestrée au ralenti comme un beau ballet peut paraître déplaisante. Mais l'ensemble du film se voit sans déplaisir. Et la ressemblance des acteurs, eux-mêmes frères dans la vie privée comme les frères Carradine accentue encore l'effet de vraisemblance.

Guy FICHET

Gaumont Richelieu (2e). Quintette (5e). Marignan (8e). Montparnasse-Pathé (14e). Clichy-Pathé (18e).

« Les monstresses »

Voilà une suite sketches satiriques où Ursula Andress, Monica Vitti, Laura Antonelli, Sylvia Christel se succèdent, l'une femme fatale menant à sa perte le marchand ambulant, l'autre femme d'affaires faisant tourner en bourrique le malheureux chef d'orchestre, et la dernière fausse bonne sœur séduisant le faux moine...

Ça ne fait pas de mal de voir égratigner et tourner en ridicule les prétentions masculines. Mais les « monstresses », plus cyniques les unes que les autres, ne sont pas si séduisantes que cela !

Le sketch de « la jeune femme » tranche cependant, où la femme soumise propose un jeu à son mari tyrannique, le baillonne et fait ses valises.

Ursula Andress, dont le déshabillé provoque un gigantesque carambolage... qui lui permet de toucher une confortable commission du garagiste du coin, illustre bien le style du film.

On ne trouve pas ici la satire sociale des *Nouveaux monstres* auquel le titre fait référence. Tout au plus un humour plutôt léger, comme les vêtements des monstresses.

M.B.

« L'arme au poing »

Parce que Carl Stregner, n° 3 dans la hiérarchie des milliardaires américains, ne paye pas ses impôts et aussi parce que les trusts pharmaceutiques qu'il dirige, vendraient des médicaments cancérigènes, le FBI le fait rechercher. Vivant en exil, se cachant un peu à la manière du célèbre milliardaire américain Howard Hughes qui a longtemps défrayé la chronique, on ne sait pas trop qui il est. La seule photo qu'on ait de lui, c'est une photo prise au lycée quand il avait 16 ans !... Voilà pour alimenter l'embrouille de ce film policier.

Pour le retrouver, le FBI, qui a vraiment de mauvaises fréquentations, s'adresse à des gangsters... Ceux-ci lui fourniront un spécialiste hors pair, Jerry Fanon. Ils arrachent ce roi de la situation difficile, à ses activités de jardinage, pour le lancer vers de nouvelles aventures.

Avec un seul coéquipier, il retrouvera le milliardaire et le ramènera au FBI. Entre-temps, il y aura eu une heure et demie d'action. On y cherchera vainement une situation nouvelle. Mais tout se déroule à une telle cadence qu'on n'a le temps ni de souffler ni de s'ennuyer.

Et ce qui ne gâte rien, on revoit avec plaisir les deux acteurs Sophia Loren et James Coburn.

Jacques FONTENOY

Rex (2e). Rio Opéra (2e). Bretagne (6e). Danton (6e). Normandie (8e). UGC-Gare-de-Lyon (12e). Mistral (14e). Magic (15e). Secrétan (19e).

« Enquête sur une passion »

Une jeune femme qui s'est suicidée aux barbituriques lutte contre la mort dans un bloc opératoire d'un hôpital de Vienne. Son ami, le psychiatre Alex Linden, se remémore les moments de leur vie depuis leur rencontre, pendant qu'un inspecteur essaie de comprendre pourquoi le psychiatre a attendu plusieurs heures avant d'appeler une ambulance.

Tout le film est centré sur les rapports entre cette femme un peu perturbée et son ami, et l'on comprend que le plus névrosé n'est pas celui qu'on croit. La « passion » du psychiatre le conduit à l'intolérance et au voyeurisme. Voyeurisme que subit le spectateur et qui atteint l'insupportable quand l'inspecteur découvre que le psychiatre n'hésite pas à violer son amie lorsqu'elle est dans le coma.

A éviter.

Pierre CHAMBEY

spectacle

« J'suis bien »

par Francis Perrin

Comédie des Champs-Elysées

Francis Perrin interprète une série de sketchs écrits par G. Lamballe, sur différents aspects de la vie actuelle et de la société.

C'est un spectacle pour faire rire. Mais finalement, s'il nous fait rire, c'est avec une certaine émotion, car ce que F. Perrin touche du doigt dans ses « petites tranches de vie » n'a rien de drôle. C'est avec tendresse qu'il se moque de la solitude ou qu'il décrit l'hospice de vieux « où on se marre », ou encore qu'il nous raconte comment il se sent bien dans sa peau depuis qu'il en a bouché tous les pores pour être isolé du monde extérieur.

L'humour de F. Perrin est certes un peu facile. Mais c'est avec talent qu'il interprète ses divers personnages.

Juliette ARONI

Sélection cinéma

THE ROSE avec Bette Midler

La solitude d'une star, adulée par des milliers de fans, qui craquera vaincue par l'alcool, la drogue et ses peurs. Film musical de rock.
Impérial (2e). Hautefeuille (6e)(vo). Montparnasse 83 (6e)(vo). Gaumont-Champs-Elysées (8e)(vo). Athéna (12e)(vo). Kinopanorama (15e)(vo).

LE CHRIST S'EST ARRÊTÉ À EBOLI

Un intellectuel est exilé par Mussolini, dans un petit village.
Hautefeuille (6e)(vo). Pagode (7e)(vo). Marbeuf (8e)(vo). Athéna (12e)(vo). Studio Raspail (14e)(vo).

KRAMER CONTRE KRAMER

Un couple qui se sépare. Un film tendre, drôle et émouvant.
Capri (2e). Impérial (2e). Studio de la Harpe Huchette (5e)(vo). Montparnasse 83 (6e). Paris (8e)(vo). Ternes (17e).

SCUM

Un centre de redressement pour jeunes délinquants en Grande-Bretagne. Un film coup de poing.
Palais des Arts (3e)(vo).

C'ÉTAIT DEMAIN

HG Wells, inventeur de la machine à explorer le temps, et rêveur socialiste de la fin du XIXe siècle, part à la poursuite de Jack l'éventreur et découvre... l'Amérique moderne.
Boîte à film (17e)(vo).

LE TAMBOUR

La vie troublée d'une famille habitant le couloir de Danzig pendant la montée du nazisme... vue par un enfant qui refuse de grandir.

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE

Un grand blessé de guerre essaie de communiquer avec les vivants. Toute l'horreur de la guerre.
La Clef (5e)(vo).

JULES ET JIM

Deux amis inséparables aiment la même femme. Un hymne à l'amour libre.
14 Juillet (6e). Saint André des Arts (6e).

NOUS NOUS SOMMES TANT AIMÉS !

Trois anciens résistants italiens se retrouvent après la guerre. Chacun a suivi des chemins différents.
Saint Germain Village (5e)(vo). Sept Parnassiens (14e)(vo).

LE PONT DE LA RIVIÈRE KWAI

Imbu d'orgueil national, du sens du devoir et de la discipline militaire, un officier anglais prisonnier de l'armée japonaise en vient à servir celle-ci.
Capri (2e). Gaumont Sud (14e).

LE ROI ET L'OISEAU

Un dessin animé de Prévert et Grimault, d'après le conte d'Andersen. Poétique et contestataire.
Épée de Bois (5e). Cinoches (6e). Athéna (12e). Studio de l'Étoile (17e).

SHOCK CORRIDOR

Le monde dramatique d'un asile psychiatrique aux Etats-Unis, mais aussi une dénonciation de la société américaine.
Action Christine (6e)(vo).

L'ENFANT SAUVAGE de Truffaut

Un psychiatre recueille un enfant perdu, qui a été élevé par une louve.
Châtelet Victoria (1er) : 16 h 15.

PARFUM DE FEMME de D. Risi

Le portrait impitoyable d'un bel officier devenu accidentellement aveugle et que l'infirmité rend souvent odieux pour son entourage.
André Bazin (13e)(vo).

LES RAISINS DE LA COLÈRE

Les travailleurs agricoles aux Etats-Unis pendant la crise de 1929.
Saint-Ambroise (11e)(vo).

LES SENTIERS DE LA GLOIRE

Un film de Stanley Kubrick. Les fusillés « pour l'exemple » de la guerre de 1914-1918. Une dénonciation de la guerre et de l'armée.
Le Seine Studio (5e)(vo).

LE SYNDROME CHINOIS

Un accident dans une centrale nucléaire américaine. Le nucléaire laissé entre les mains des capitalistes est un danger pour l'humanité.
Studio Cujas (5e)(vo).

Pour une fois, des proxénètes attaqués en justice par leurs victimes

Mardi 24 juin s'ouvrait devant le tribunal correctionnel de Grenoble, le procès de douze proxénètes (deux sont en fuite et deux déjà en prison) contre lesquels des prostituées se sont révoltées.

Ce procès passe pour un événement. Pour la première fois en effet dans les annales judiciaires et dans celles de la prostitution, des « filles » s'adressent à la justice et se portent partie civile contre leurs souteneurs.

La presse à propos de ce procès s'est largement fait l'écho du sort atroce de ces « pierreuses », comme on appelle à Grenoble les prostituées qui, dans des baraques ou au fond des chantiers, doivent, sous peine d'un tabassage en règle, subir plus de soixante clients par jour. L'une d'elles en est morte.

Devant les huit accusés présents qui ont choisi de nier en bloc, les témoignages ont commencé, et ils sont pour eux accablants.

Mais pour en arriver là justement, pour que des souteneurs soient arrêtés et jugés, il aura vraiment fallu un concours de circonstances exceptionnel.

Il aura fallu que des gendarmes recueillent des témoignages et ne les jettent pas à la corbeille comme c'est, paraît-il, l'habitude, à la brigade des mœurs spécialisée dans ce genre d'affaires et à ce qu'on dit, trop blasée.

Il aura fallu qu'un juge tenace ne se laisse pas intimider par les pressions et les menaces du milieu, et mène l'enquête tambour battant.

Il aura fallu aussi que le Planning familial et la Ligue des droits de l'homme, en se portant partie civile avec elles, contribuent à donner un écho beaucoup plus large à leur plainte et leur permettent de se faire entendre par les grands moyens d'informations, et qu'elles se sentent appuyées par l'opinion.

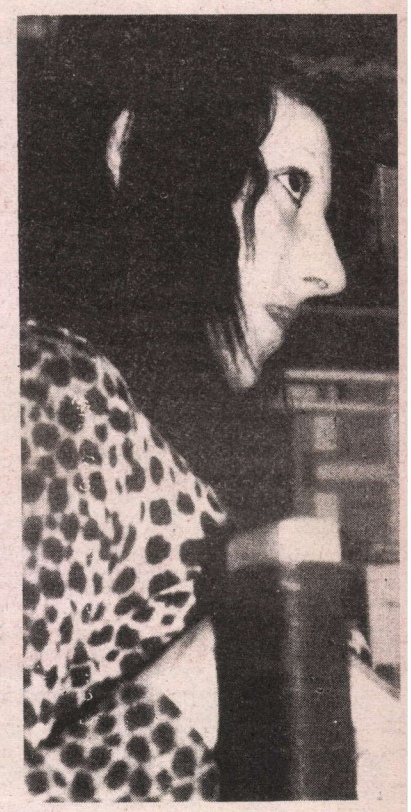
Ce procès fait date, pourtant ce n'est pas que le cas de Nadia et de ses compagnes soit un cas isolé. Grenoble n'est pas la seule ville du pays où quotidiennement des femmes sont victimes de mauvais traitements de la part de souteneurs. Seulement voilà, quoi qu'on nous dise, la police et la justice ne sont pas là pour venir au secours de ces femmes maltraitées. Et les prostituées le savent bien. Ce qu'elles connaissent de la police, ce sont les rafles répétées, les amendes, les contrôles et le mépris, quand ce ne sont pas les brutalités. A croire que tout l'arsenal de la police et de la justice est bien plus fait pour sévir contre elles que pour traquer les souteneurs.

Si les femmes concernées ne sont pas plus nombreuses à traîner leurs tortionnaires devant les tribunaux, c'est, il faut le croire, qu'elles ne se sentent guère aidées ni par la police, ni par la justice.

Dans cette société bâtie selon la loi du fric, la police et la justice ce sont pas là pour assurer la sécurité des gens, sinon de façon bien accessoire. Leur tâche principale est d'assurer la sécurité des riches, de protéger leurs biens et leurs quartiers résidentiels. Ils n'existent que pour le service et la défense des lois faites par les exploiteurs, lois au nom desquelles les patrons peuvent exploiter de façon tout à fait admise le travail des ouvriers.

L'exploitation de la prostitution n'est sans doute pas légale, mais c'est un commerce bien rentable. Et ceux que ce commerce engraisse le plus, dans la mesure où ils tiennent le haut du pavé, ne sont guère inquiétés. Là encore, la police est avant tout bien respectueuse de la puissance du fric !

Hervé MARTIN



Nadine, la première des prostituées de Grenoble à venir témoigner.

Le beau rôle pour Giscard

La dernière conférence de presse de Giscard, même du point de vue du spectacle, fut assez médiocre. Les journalistes ont bien écouté, et se sont contentés de poser des questions ni embarrassantes, ni polémiques.

Quant à Giscard, il s'est tout d'abord débrouillé par des « *J'ai dit* » ou des « *J'ai indiqué à M. Brejnev* » bien placés, pour suggérer que si les dirigeants russes avaient retiré quelques troupes d'Afghanistan, il y était pour quelque chose. Bref, pour souligner, une fois de plus, qu'il avait de l'influence sur le cours des événements internationaux. Il n'y a eu évidemment personne pour rappeler que son rôle a surtout consisté à servir de facteur entre les Russes et les Sept réunis à Venise...

Pour le reste, histoire sans doute de ne choquer personne et surtout pas son électorat, il s'est cantonné dans des généralités bien vagues. De la crise, de l'aggravation de la situation pour les travailleurs, par un mot évidemment. Giscard est serein, au-dessus de tout cela et nullement responsable.

Son but est de soigner son image de marque et de tenter de faire oublier qu'il est un des premiers responsables de cette politique.

Mais pendant qu'il continue à jouer le rôle de l'homme d'Etat libéral et au-dessus de la mêlée, il y en a d'autres qui vont au charbon.

A la veille de la conférence de presse de Giscard, Barre annonçait devant l'Assemblée que « *1980 et plus encore 1981 seront des années difficiles pour la France* », difficiles bien sûr pour les travailleurs mais pas pour les patrons, qui eux verront non seulement leurs profits se maintenir mais même progresser.

Bref, c'est un bon partage des rôles.

Pierre VILMA

Quand on fait la bombe à gauche

Le Parti Socialiste a finalement fait connaître sa position sur la bombe à neutrons. Après bien des discussions, il s'est déclaré opposé à sa fabrication dans les circonstances présentes... mais favorable à la poursuite des recherches.

Ainsi cette bombe qu'on nous vante comme la meilleure pour détruire la population des villes plutôt que les villes elles-mêmes, ne serait pas encore assez perfectionnée aux yeux des dirigeants socialistes.

Après l'UDF et le RPR, le Parti Socialiste se rallie à l'idée de ce qu'on ose appeler la « bombe propre ». Pas complètement, il est vrai. Mais suffisamment pour que les dirigeant socialistes puissent jouer aux politiciens responsables aujourd'hui en matière de défense nationale. Pas suffisamment pour paraître abandonner leur refus de ce qu'ils appellent la politique de tension et de déploiement des armes nucléaires dans le monde. Enfin toute la nuance de leur position réside dans le fait qu'elle ne contient aucun engagement pour l'avenir de la part des dirigeants socialistes et de surcroît qu'elle s'oppose à celle adoptée par... le Parti Communiste.

Les dirigeants socialistes, partagés sur cette question, ont mis des jours pour annoncer qu'ils optaient pour la solution ni oui, ni non. Le cul entre deux chaises quoi !

Le Parti Communiste, lui, a préféré, jusqu'à présent du moins, suivre les consignes de l'Union Soviétique. Seul des grands partis, depuis la condamnation lancée en 1978 par l'Union Soviétique contre la bombe à neutrons américaine, il continue à y être opposé même si, une fois n'est pas coutume, la bombe à neutrons présentait à ses yeux la qualité d'être française.

Quand on se souvient que le PCF avant 1977 se prononçait contre la bombe H, on peut se demander à quand le revirement ? En tout cas, tous autant qu'ils sont, ils ne font pas un choix en fonction des intérêts de la population, qui dans ce système seraient d'être contre toutes les bombes, mais en fonction de leur sens des responsabilités à l'égard de la bourgeoisie. Ils sont bien tous d'accord par contre pour faire payer aux contribuables la facture de tous ces préparatifs meurtriers.

Dominique LEGER

Bombe H : le P.C.F. à l'avant-garde

Si le Parti Communiste se prononce contre la bombe à neutrons, par contre, depuis qu'il s'est rallié à la bombe H, il est un de ceux qui la revendique le plus. A tel point d'ailleurs, que dans l'*Humanité-Dimanche* du 22 juin 1980, dans un article intitulé « *La guerre contre la défense nationale* », qui donnait le compte rendu sur un colloque organisé par d'anciens élèves de l'ENA, on peut lire : « *Dans le contexte de la discussion actuelle sur la nouvelle panoplie nucléaire française, cet officier communiste se demande s'il ne faudrait pas programmer un septième sous-marin nucléaire (SNLE) qui remplacerait le premier sous-marin d'avant 1970. Une proposition incompatible avec le désarmement ? Pour les communistes, la maintenance de l'arme nucléaire adoptée au comité central de 1977 signifie le maintien en état de fonctionnement des différentes composantes de la force nucléaire française. Ce qui implique son entretien. Et son adaptation en fonction des progrès scientifiques et techniques. Nous sommes en revanche contre la course aux armements qui pousse au-delà de ce qui est nécessaire pour la sécurité et l'indépendance du pays* ».

A combien de sous-marins nucléaires faudra-t-il s'arrêter pour atteindre cette limite ?

P.V.

Les gendarmes se déguisent en voyous

Claude Jaquin est passé en procès le 25 juin dernier. Il était depuis 36 jours en prison. Il avait été arrêté lors des manifestations du 20 mai dernier. En effet, il avait voulu porter secours à une jeune femme qu'il voyait brutalisée par un individu en jeans et baskets. Rien que de très normal dans sa réaction. Mais ce qui l'est moins, c'est que le voyou que Claude Jaquin voulait empêcher de nuire, n'en était pas un, mais au contraire un policier déguisé en quidam... et qui, dans cette tenue peu coutumière pour un représentant des forces de l'ordre, s'adonnait à une activité par contre beaucoup plus classique parmi les gens de sa profession : le tabassage des manifestants et de ceux qui traînent autour.

Bien sûr, ce fut Claude Jaquin qui fut accusé de coups et rébellions à agent de la force publique, il fut mis au trou illico et y resta 36 jours, pour n'en sortir que le 25 juin, jour de son procès.

Claude Jaquin, qui est membre de la LCR, et adhérent à la CGT, n'était pas décidé à laisser passer cette affaire en silence. Et le procès auquel il participait en tant qu'accusé a en fait été aussi le procès de ces nouvelles pratiques qui consistent, lors des manifestations, à introduire des policiers déguisés en étudiants, en casseurs, pour y jouer un rôle qui demeure bien obscur... à moins qu'il ne soit trop clair !

L'habit ne fait pas le moine, mais parfois il déteint.

Hélène DURY

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 46 450